LA PAROLE A SOTSYALNYI RUKH[1]

1. Nous publions ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves issues de Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social), organisation de gauche anti-capitaliste, féministe et écologiste ukrainienne.

DÉCLARATION

Sotsyalnyi Rukh est une organisation qui rassemble la gauche démocratique contre le capitalisme et l'intolérance.

Nous défendons la démocratie et le socialisme et sommes contre le pouvoir total du capital ! Nous sommes partisans du socialisme démocratique – socialisation de l'industrie et propriété publique des moyens de production, démocratisation du lieu de travail, ouverture des livres de compte et État-providence. Nous croyons que tout le monde a droit à un logement, à des soins de santé abordables, à la sécurité tant aujourd'hui que demain. Seule une personne qui n'a pas à penser quotidiennement à sa survie peut développer pleinement ses capacités créatives, participer au processus politique et vivre une vie digne.

Nous ne nous limitons en aucun cas aux revendications économiques, les revendications politiques et sociales sont tout aussi importantes et prioritaires pour nous. Nous considérons qu'il est nécessaire de démocratiser la vie publique, de décentraliser la politique, de défendre les droits LGBTQ+, de lutter contre le patriarcat, le changement climatique et la discrimination fondée sur la nationalité et la langue.

Sotsyalnyi Rukh se bat pour une Ukraine indépendante, inclusive et sociale.

Pour atteindre notre objectif, nous développons et renforçons activement les mouvements syndicaux indépendants, agissons avec d'autres organisations démocratiques, participons à la vie politique du pays, éduquons et promouvons les idées de gauche en Ukraine. Nous croyons qu'il n'est jamais trop tard pour participer à la lutte pour un monde plus juste et plus égalitaire.

Le pouvoir aux millions, pas aux millionnaires !

21 MARS 2022

L'ACTIVITÉ SYNDICALE PENDANT LA GUERRE

Cet entretien avec Denis Pankratov, militant du Syndicat des grutiers de Lviv et du Mouvement social (Lviv) a été réalisé par Ignatius Yuzwiak, membre du syndicat polonais Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (OZZ-IP).
Nous avons rencontré Denis et les membres du Syndicat des grutiers pour la première fois au printemps 2021 lors d'une réunion en ligne et d'un échange d'expériences entre les syndicats polonais et ukrainiens. À l'époque, des manifestations avaient lieu dans les deux pays pour augmenter les salaires et améliorer la santé et la sécurité dans le secteur. Les

grutiers ukrainiens ont informé sur leurs réseaux sociaux de l'activité de leurs collègues polonais et ont exprimé leur solidarité. Les Polonais ont rendu compte de la lutte des grutiers ukrainiens dans le journal syndical IP Bulletin et sur leur site internet, tandis que des informations sur les protestations des grutiers polonais ont été publiées sur le site Internet de Mouvement social.

Denis, tout d'abord, quelle est la situation actuelle à Lviv ?

Au 6 mars, la situation à Lviv est relativement calme. Les 4 et 5 mars, la sirène n'a retenti que deux fois. Il n'y a pas eu de provocations, pas d'explosions, pas de combats dans la région de Lviv. Les gens s'auto-organisent, de solides réseaux de bénévoles se forment. Les autorités sont également impliquées, mais il y a des initiatives de terrain. Les transports en commun fonctionnent de la même manière que les commerces. Heureusement, il y a encore des produits dans les magasins. Ce qui manque à Lviv, ce sont des médicaments, des banques d'alimentation et des chargeurs de téléphone. Il y a une pénurie de certains biens et biens essentiels dans l'armée.

Parlez-nous de ces initiatives de terrain, comment elles fonctionnent, que faites-vous exactement à Lviv ?

Les initiatives populaires anti-autoritaires, auxquelles je me joins, sont aussi végétariennes. Dès le matin nous préparons des repas pour 50-60 à 80 personnes. D'abord on le distribue dans les lieux où sont hébergés les réfugiés, puis on le refait cuire ou on prend ce qui reste et on l'emmène à la gare, où il y a beaucoup de monde maintenant. En plus de moi, deux autres membres du Mouvement social sont impliqués. Nous essayons de soutenir nos camarades du mouvement anti-autoritaire qui sont partis sur le front. Nous leur envoyons des médicaments et du matériel tactique : gilets pare-balles, casques, gants. Il existe également une organisation anarchiste appelée Black Flag. Autant que je sache, certains d'entre eux sont également allés au front à Kyiv, où ils ont rejoint la défense territoriale. D'autres rejoignent le TPO local à Lviv. Malgré tout, la Plateforme écologique et le Black Flag nourrissent encore les gens tous les samedis. Les sans-abri et les autres personnes ont besoin de manger.

Qu'en est-il du syndicat des grutiers auquel vous êtes associé ?

Nous restons en contact et nous avons organisé une campagne de financement pour l'armée ukrainienne. À partir du budget du syndicat et des propres efforts des membres, nous aidons également un membre du syndicat qui s'est mobilisé au front. Il travaille comme mécanicien. Nous l'aidons maintenant à rassembler le matériel et les médicaments nécessaires. Dans un avenir proche, certains membres du syndicat envisagent de se rendre à Kyiv pour aider à défendre la capitale[1].

Et quelle est la situation des travailleurs ukrainiens maintenant en général, pendant la loi martiale, si une telle question peut être posée ?

En général, les gens reçoivent leur salaire, bien que j'aie entendu parler de plus d'un cas où les employés n'étaient pas payés et qu'ils se retrouvaient sans rien. Il est clair que les chantiers de construction ne fonctionnent pas maintenant. Actuellement, tous les efforts visent à soutenir le potentiel de défense de la ville, de la région et de l'Ukraine[2].

1. Note du Mouvement social : les syndicats de Lviv offrent un abri aux collègues et à leurs familles évacués des « points chauds ».
2. Note du Mouvement social : selon les dernières données syndicales, 50 % des travailleurs n'ont pas reçu de salaire pour janvier-février.

Qu'aimeriez-vous dire aux représentants des syndicats et des organisations publiques en Pologne et dans d'autres pays ?

Nous avons une demande spécifique du Mouvement social pour annuler la dette extérieure de l'Ukraine. Il y a une pétition à ce sujet. La Fédération des syndicats d'Ukraine a appelé la Confédération syndicale internationale à exclure la Fédération des syndicats indépendants de Russie, qui soutient ouvertement l'agression de Poutine contre l'Ukraine. La Fédération a également fourni ses infrastructures dans les villes où il est possible d'accueillir des réfugiés. Je parle des sanatoriums, bases touristiques et autres. Beaucoup de gens partent maintenant à l'étranger. Ce sont des femmes et des enfants, car les hommes ne sont pas autorisés à quitter le pays. Nous espérons que les syndicats les aideront à trouver du travail et à organiser leur vie. Gardez un œil sur ce qui se passe ici et partagez des informations vérifiées.

24 MARS 2022
Traduction Léonie Davidovitch

UNE ATTAQUE CONTRE UNE MILITANTE LGBT

L'attaque choquante d'un voyou d'extrême droite contre une militante LGBT qui déchargeait de l'aide humanitaire pour les femmes et les enfants.

Aujourd'hui j'ai été attaquée à Lviv avec du gaz lacrymogène. Je vais bien maintenant. Comment cela s'est passé : nous venions de finir de décharger l'aide humanitaire pour les femmes et les enfants. Je suis restée dans la rue, à parler avec mon téléphone portable. Un gars est venu me voir et me lance «Hé». Il est donc évident qu'il m'a reconnue. Il a demandé si c'était le bon endroit pour rester ? Je me suis retournée et il a utilisé son gaz. J'ai appelé la police et les urgences. J'ai donc des blessures chimiques au visage et aux yeux, aux mains. J'espère que la police enquêtera correctement sur ce crime.

LVIV, 14 AVRIL 2022

LES PRIX DES LOGEMENTS S'ENVOLENT

Depuis le début de la guerre, les prix des loyers à Lviv ont augmenté de 72 % à Uzhgorod, de 46 % à Ivano-Frankivsk, Khmelnytsky et Lutsk et de 10-15 % à Chernivtsi.

Les propriétaires augmentent de façon injustifiable les prix non seulement pour les locations à court terme, mais aussi pour les locataires qui louaient un logement avant la guerre.

Mouvement social s'est adressé au Premier ministre ukrainien, Denis Shmigal, et au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et demande :

1) l'examen du problème des prix excessifs des logements et l'instauration d'une régulation étatique des prix des logements pour les logements en temps de guerre en gelant les loyers au niveau d'avant-guerre afin de fournir un logement aux migrants conformément à l'article 47 de la Convention de l'Ukraine ;

2) l'instauration d'un moratoire sur l'expulsion des individus afin de respecter les locataires et assurer la protection des droits des locataires ;

3) l'introduction d'un programme de création de logements sociaux pour les Ukrainiens.

18 AVRIL 2022

LES OUVRIERS SERONT-ILS PROTÉGÉS APRÈS LA VICTOIRE SUR LES OCCUPANTS ?

Les politiciens néolibéraux, dirigés par Halyna Tretyakova, ouvrent déjà la voie à une nouvelle vague d'arbitraire patronal. Avant la deuxième lecture, la commission parlementaire compétente a approuvé le projet de loi de l'Ukraine sur les amendements à certains actes législatifs de l'Ukraine sur la déréglementation des relations de travail (# 5388).

Ce texte sera toujours en vigueur dans la période d'après-guerre. Dans le contexte de pénurie d'emplois en raison de la guerre, alors qu'il est devenu plus facile pour les patrons de dicter leur volonté, il est proposé de laisser les questions essentielles des relations de travail à la discrétion des parties.

En raison des lois du capitalisme, les travailleurs seront tout simplement contraints de renoncer à leurs droits à un emploi stable et à la limitation des heures de travail ! Les serviteurs des employeurs semblent avoir délibérément attendu l'agression de Poutine pour faire passer un document, qui aurait provoqué des milliers de protestations dans le passé.

Quelles sont les menaces du projet # 5388 ?

Précarisation. Il sera possible de conclure un contrat de travail à durée déterminée, notamment avec les professionnels des médias et à l'initiative du salarié (article 23-1 du Code du travail). Le nombre de personnes auxquelles il sera possible d'imposer une période d'essai sera radicalement élargi (article 26 du Code du travail).

En particulier, au détriment des diplômés des établissements d'enseignement, des déplacés internes, des démobilisés du service militaire… Tous peuvent être renvoyés sans motif valable.

Syndicats. La procédure d'obtention de l'accord du comité syndical pour licencier un syndicaliste (article 43 du Code du travail) est remplacée par des consultations, qui ne sont pas contraignantes.

Si le licenciement est lié au comportement du salarié, alors, au moment de l'examen par le comité syndical du licenciement, le salarié est suspendu de son travail (!) Sans salaire.

Horaires. Les motifs de recours aux heures supplémentaires et au travail du week-end peuvent être déterminés par le contrat de travail (art. 62, 71 du Code du travail), ce qui permettra au patron d'en user en cas de force majeure. La procédure d'octroi des pauses et des vacances, la détermination des heures de début et de fin de travail sera établie individuellement. Cela réduit considérablement le rôle des syndicats. […]

Les employeurs qui veulent minimiser les avantages sociaux au détriment des employés ont besoin de telles règles. Cependant, même les experts du département juridique de la Verkhovna Rada ont commenté la non-conformité du projet avec les normes de l'art. 22 de la Constitution, dont les dispositions interdisent la restriction des droits des citoyens. Et que diront les défenseurs ukrainiens, qui attendent encore plus de respect au travail après leur retour du front ? Nous devons être prêts à défendre ensemble les droits des travailleurs et àpoursuivre les patrons.

15 AVRIL 2022

DÉCLARATION SUR L'« INTERDICTION » TEMPORAIRE DE CERTAINS PARTIS

Récemment, le Conseil de défense et de sécurité nationale a décidé de suspendre temporairement les activités d'un certain nombre de partis politiques ukrainiens. La liste comprend à la fois les principaux partis d'opposition et des partis moins connus qui utilisent les mots «progressiste», «gauche» ou «socialiste» dans leur nom. Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, les a accusés d'avoir des «liens avec la Russie», sans étayer ses affirmations par un raisonnement juridique approprié.

Nous savons clairement qu'au moins certains membres de ces partis, et en particulier leur direction, ont minimisé le danger des ambitions chauvines russes et ont été jusqu'à justifier l'agression quand ils ne travaillaient pas directement avec le Kremlin ; ils ont détourné la frustration populaire causée par les politiques néolibérales des gouvernements pour diffuser une image caricaturale de l'«Occident» détruisant la «civilisation slave» ; ils répandent la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie et la haine.

Ainsi, même ceux qui utilisent, ou plutôt détournent, la phraséologie de gauche ne font en réalité que servir le consensus oligarchique.

Néanmoins, toute coopération éventuelle des organisations susmentionnées, ainsi que de leurs membres individuellement, avec les impérialistes russes doit faire l'objet d'une enquête et être jugée par la justice. Les personnes concrètes impliquées dans le sabotage de la résistance populaire doivent porter la responsabilité individuelle de leurs actes. Nous reconnaissons l'importance et le symbolisme des libertés démocratiques et nous pensons que les interdictions aveugles de partis n'ont pas leur place dans la lutte d'aujourd'hui.

Nous avons déjà vu comment le gouvernement a essayé d'abuser de la situation de guerre pour attaquer les droits du travail des travailleurs ukrainiens, maintenant ses actions visent à limiter les libertés politiques et civiles. Nous ne pouvons pas soutenir cela.

De plus, nous voudrions mettre en garde contre toute tentative de stigmatiser la gauche et les mouvements sociaux en général en liant automatiquement l'agenda progressiste au Kremlin. Les militants de gauche et syndicaux combattent aujourd'hui l'agresseur en tant que membres de la force militaire et de la Défense territoriale, en tant que volontaires impliqués dans la fourniture d'équipements, de nourriture et de médicaments, dans l'évacuation et l'hébergement des réfugiés et des personnes déplacées, en tant que groupes construisant la solidarité internationale et en demandant l'annulation de la dette extérieure, la saisie des actifs de l'État russe et la fin de la tolérance des délocalisations.

Nous ne pouvons qu'apprécier les nombreux mouvements de gauche dans le monde qui ont déjà exprimé leur soutien, reconnu le droit de l'Ukraine à l'autodéfense et continué à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils prennent des mesures concrètes.

C'est le peuple ukrainien, et non les capitalistes qui l'ont toujours utilisé pour extraire de la valeur et la stocker à l'étranger, qui supporte aujourd'hui d'immenses difficultés et qui mérite un lendemain plus juste. Le socialisme est le meilleur moyen d'apporter plus de justice dans notre société et de poursuivre des objectifs communs.

C'est ce que nous, Sotsialnyi Rukh, défendons !

21 MARS 2022

UN RÔLE ACTIF DANS LA RÉSISTANCE

ENTRETIEN AVEC VLADYSLAV STARODUBTSEV[1]

Étudiant en histoire à Kyiv, il est membre de Sotsialnyi Rukh, une organisation socialiste démocratique ukrainienne dédiée à l'organisation de la classe ouvrière (voir p. 48). Le mouvement collabore avec les syndicats traditionnels et organise des syndicats nouveaux et indépendants afin de promouvoir un programme anticapitaliste et démocratique. Sotsialnyi Rukh s'oppose également aux réformes néolibérales poussées par le président Volodymyr Zelensky et travaille à la défense des droits des femmes et des LGBTQ+, à la lutte contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique, et à la lutte contre la xénophobie et le racisme instigués par le gouvernement et la droite. Depuis le début de l'invasion russe, ils ont également joué un rôle actif dans la résistance. Surmontant les difficultés de la défense du socialisme dans un pays encore sous le poids d'un passé stalinien, Sotsialnyi Rukh encourage des publications sur l'histoire des mouvements socialistes ukrainiens, les traductions de la théorie critique et leur propre analyse de l'économie et de la société ukrainiennes.

Un mois après le début de l'invasion, comment percevez-vous l'ambiance dans les rues?

Dès les premiers jours de l'invasion, les gens ont été très militants. Il n'y avait aucun moyen de se rendre au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire sans faire la queue pendant 3 à 5 heures. Aujourd'hui encore, l'ambiance est la même partout. Tout le monde veut aider, et les personnes qui sont en sécurité ont généralement une forme de culpabilité de survivant. Les gens s'organisent et se portent volontaires de toutes les manières possibles. Le niveau d'organisation est si fort que j'ai vraiment ressenti ce que Frantz Fanon a écrit dans *Les Damnés de la terre,* à savoir que la mobilisation des masses pendant la guerre de libération renforce le sentiment d'appartenance à la cause commune, et que la libération est une tâche qui incombe à tous et pas seulement aux dirigeants.

Kyiv, ainsi que d'autres villes, est la cible de frappes de missiles qui tombent le plus souvent sur des structures civiles. Les sirènes aériennes font désormais partie de notre quotidien. Mais la vie dans la ville s'est stabilisée, les gens se sont habitués à voir les bâtiments détruits et les roquettes voler dans le ciel. Les gens sont sûrs de leur victoire, et ils ont une énergie que je n'ai jamais vue auparavant.

Comment Sotsialnyi Rukh prend-il part à la résistance?

Nous soutenons les actions militaires pour la défense de l'Ukraine. Nous participons à la mobilisation générale et nous nous sommes incorporés dans l'armée ou la Défense territoriale. Nous participons également aux efforts d'aide humanitaire, en aidant les réfugiés à se loger, à s'approvisionner, à se déplacer, en trouvant et en livrant des médicaments à ceux qui en ont besoin et en travaillant directement avec les syndicats, en particulier les travailleurs de la santé.

En même temps, nous nous opposons aux réformes sociales et économiques que le gouvernement entreprend dans le contexte de la guerre. En ce moment, il est difficile de s'opposer aux réformes néolibérales, car les grèves ont été déclarées illégales, mais nous cherchons d'autres moyens de résistance passive aux limitations des droits des travailleurs. Par exemple, nous rassemblons une liste d'entreprises qui profitent

1. Propos recueillis par Simón Rodríguez Porras, auteur de *Why did Chavismo fail?* et rédacteur en chef de *Venezuelanvoices.org.*

de la guerre pour pousser à davantage d'exploitations. Nos avocats travaillent dur pour aider les travailleurs à défendre leurs droits dans ce scénario compliqué.

Nous faisons également campagne pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, car c'est un moyen important de soutenir efficacement les efforts de résistance et de reconstruction, à court et à long terme. Sans cela, après la guerre, l'Ukraine restera dans la dépendance coloniale des créanciers, subjuguée par les politiques du FMI, sans aucune chance de construire une économie forte. Nous espérons que cette campagne contribuera à une discussion générale sur la création d'un nouvel ordre économique international, où les pays ne sont pas détruits et placés dans une soumission néocoloniale par des réformes néolibérales et une dette impossible à rembourser.

Certains partis ukrainiens qui se qualifient de gauche ont récemment vu leurs activités suspendues en raison de leur position pro-Poutine. Cela représente-t-il une menace pour les organisations de gauche qui participent à la résistance?

La suspension de ces partis pro-Poutine ne constitue pas une menace directe pour les véritables organisations socialistes, qui ne sont évidemment pas collaborationnistes, mais de telles actions et un discours de droite peuvent pousser l'idée que la gauche est un agent du Kremlin, ce qui est effectivement dangereux. Ces associations et connotations sont là, bien que les mesures ne soient pas dirigées contre la gauche en général. En raison du travail de la gauche campiste et pseudo-anti-impérialiste au niveau international, de nombreuses personnes considèrent que le gauchisme est en quelque sorte lié au soutien à Poutine. La plupart de ces partis sanctionnés ont des programmes nationalistes russes radicaux, avec des éléments d'antisémitisme, d'homophobie, de racisme et de sexisme, et certains de leurs membres ont des liens directs avec le régime de Poutine, de sorte qu'ils n'ont en fait rien à voir avec le socialisme.

Nous avons également le problème de l'extrême droite. Bien que son influence ait été grandement exagérée par les analystes pro-Poutine, et qu'elle ne puisse s'imposer dans les politiques gouvernementales car son pouvoir est très limité. Elle a acquis une certaine légitimité dans leur participation à la lutte armée contre l'invasion, et le gouvernement ferme les yeux sur certaines de ses actions. Pour arrêter la croissance de l'extrême droite, nous devons arrêter l'agression russe.

Une partie de la gauche des pays occidentaux soutient Poutine ou adopte une position «ni l'un ni l'autre». Comment réagissez-vous à cela?

Notre lutte est anticoloniale, anti-impérialiste et même antifasciste. Je pense qu'il y a un parallèle avec la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, où certains à gauche ont également soutenu la France en cachant leur racisme derrière des arguments dogmatiques. Le peuple ukrainien se bat pour son droit à être lui-même, à se développer de manière indépendante. Il ne s'agit pas d'une guerre entre les États-Unis et la Russie.

La base idéologique de l'invasion est l'ethno-nationalisme et l'irrédentisme radicaux russes. Pour l'impérialisme russe, le dilemme est «Ukraine indépendante» ou «Russie forte». Il veut reconstruire son empire, et les médias officiels russes montrent à quel point cette guerre est basée sur des éléments idéologiques terriblement fascistes. Poutine parle des Russes comme des maîtres et des créateurs du peuple ukrainien, qui peuvent donc mettre fin à notre existence. Il poursuit l'idée d'unir le monde russe contre l'Occident. Certains groupes de gauche trouvent cela attrayant en raison d'un anti-américanisme primaire

et d'une nostalgie cachée de l'URSS stalinienne. Par conséquent, je pense que donner à l'OTAN un rôle primordial dans le conflit ukrainien est une manœuvre d'évitement. Personne n'a considéré l'invasion américaine de l'Irak comme inter- impérialiste en se basant sur les alliances internationales de Hussein. Ce raisonnement n'est pas valable non plus dans cette guerre.

Voyez-vous des liens entre la résistance ukrainienne et d'autres luttes pour l'autodétermination ?

L'Ukraine a une longue histoire de lutte pour son indépendance et son autodétermination. 1917 et 1991 sont les années où l'Ukraine s'en est le plus rapprochée, mais elle est restée dans la sphère d'influence russe, économiquement, culturellement et politiquement. Une rupture radicale avec l'idée que les Ukrainiens étaient leurs petits frères a mis en colère la bourgeoisie et les élites étatiques russes, qui considéraient l'Ukraine, même après 1991, comme leur arrière-cour. La révolution de 2014 chez les Palestiniens est une lutte similaire pour le droit d'exister et pour leurs maisons. La réponse ambiguë d'Israël à l'invasion russe montre que les colonisateurs ont tendance à avoir de la sympathie les uns pour les autres. Les Kurdes mènent un combat similaire, pour le droit à l'autodétermination. Avec les Syriens, nous luttons ensemble contre l'impérialisme russe, qui bombarde les villes syriennes de la même manière qu'il bombarde Mariupol ou d'autres villes.

Cela dit, nous devons être cohérents et soutenir tous les peuples qui luttent pour leur autodétermination contre l'impérialisme. Nous devons défendre la démocratie et la libération pour tous, et nous opposer à l'impérialisme et au colonialisme chinois, américain, russe et européen. En tant que partie intégrante de cette orientation, nous devons nous prononcer en faveur d'une acceptation non discriminatoire de tous les réfugiés. Dans le contexte de cette guerre, certains gouvernements européens ont essayé d'imposer des lois discriminatoires pour n'accueillir que les réfugiés ukrainiens, tout en refusant l'entrée aux Syriens et aux autres réfugiés d'Afrique et du Moyen-Orient. De telles initiatives sont néfastes et témoignent d'un grand racisme. Les personnes méritent toutes le même traitement et ont les mêmes droits.

Quel est l'impact de la solidarité internationale en Ukraine ?

Elle remonte le moral des Ukrainiens en ces temps difficiles. Les nouvelles des travailleurs bloquant les navires russes ont circulé dans les médias ukrainiens et ont montré un grand degré de solidarité. La résistance antiguerre en Russie, malheureusement, a été moins perçue. La guerre pousse toujours les idées chauvines dans la société, surtout dans la classe moyenne, et la Russie et l'Ukraine ne font pas exception. De nombreux Russes ont soutenu l'invasion, et comme l'Ukraine partage un espace médiatique similaire à celui de la Russie, on peut facilement le voir.

Nous soutenons les camarades en Russie qui s'opposent à l'impérialisme et au poutinisme, et ceux qui s'expriment en faveur de sanctions et de l'envoi d'armes en Ukraine, et surtout ceux qui sabotent l'armée russe. Malheureusement, ce mouvement est très marginal, en partie à cause de la machine répressive de Poutine, et en partie à cause de l'hystérie patriotique. Je pense qu'une victoire de la résistance ukrainienne déstabiliserait les régimes autoritaires en Russie, au Bélarus et au Kazakhstan, renforçant la lutte pour les droits démocratiques et inspirant les luttes pour l'autodétermination dans le monde entier.

14 AVRIL 2022
Publié par *The New Arab*
Traduction Léonie Davidovitch

PRISES DE POSITION

UNE FOIS DE PLUS : LES SOCIALISTES DOIVENT-ILS SOUTENIR OU S'OPPOSER À L'ENVOI D'ARMES ?

OAKLAND SOCIALIST

Aujourd'hui, la majorité des socialistes occidentaux affirment qu'il est de notre devoir de nous opposer à l'envoi d'armes à l'Ukraine par «notre» gouvernement. Ils comparent la situation actuelle à celle du début de la Première Guerre mondiale. À l'époque, presque tous les socialistes ont soutenu leurs «propres» capitalistes en envoyant leurs travailleurs à ce massacre impérialiste dans l'intérêt de leurs «propres» impérialistes. Ce faisant, ces socialistes n'ont pas seulement trahi le socialisme, ils ont aussi trahi la classe ouvrière.

« APPRENDRE À PENSER »

À l'époque, les socialistes qui s'opposaient au soutien à cette guerre avaient appelé les travailleurs à «combattre l'ennemi à domicile». Ils avaient raison.

Aujourd'hui, la plupart des socialistes répètent mécaniquement cette phrase en s'opposant aux nations de l'OTAN qui envoient des armes en Ukraine. Ils pensent que quoi que disent ou fassent nos «propres» capitalistes, nous devons partout et toujours dire le contraire. Cela revient à laisser les capitalistes nous contrôler, mais à l'envers. Ce n'est pas que Trotsky avait toujours raison, mais il a écrit un très bon petit essai intitulé «Apprendre à penser». Il y traite exactement de cette question. Il soulignait que, neuf fois sur dix, nous nous opposons à ce que «nos» capitalistes disent ou font, mais qu'il peut y avoir une dixième fois. Nous devons juger la situation en fonction des conditions réelles. Trotsky a notamment posé la question d'un soulèvement hypothétique des Algériens contre la domination coloniale française. Il demandait quelle devrait être la position des socialistes si le fasciste Mussolini voulait envoyer des armes aux Algériens. Mussolini le ferait pour ses propres intérêts impérialistes, mais Trotsky expliquait que, même dans ce cas, les socialistes ne devraient pas seulement soutenir [cet envoi], mais aussi contribuer activement à l'envoi de ces armes en Algérie. Cela n'avait absolument rien à voir avec un soutien à Mussolini. Il en va de même avec les pays de l'OTAN qui envoient des armes à l'Ukraine. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle ressemble beaucoup plus à celle du début de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les nazis ont envahi un pays après l'autre.

LE COUP D'ÉTAT AU MYANMAR

Le fait que les capitalistes occidentaux soutiennent Zelensky contre la Russie est utilisé pour prétendre qu'il ne s'agit que d'une guerre interimpérialiste. C'est absurde. Feraient-ils la même affirmation à propos de la situation au Myanmar ? Là-bas, les militaires ont pris le pouvoir par un coup d'État sanglant. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes se sont soulevées pour résister à ce coup d'État. Ils ont été tués dans les rues par les militaires du Myanmar. Aujourd'hui, une sorte de guerre civile se déroule dans ce pays. Les États-Unis et d'autres pays capitalistes occidentaux soutiennent l'opposition (bien

que de manière minimale). Les impérialistes chinois et russes soutiennent le coup d'État. Les socialistes occidentaux prétendent-ils donc que ce qui se passe là-bas est simplement une guerre interimpérialiste ?

Certains opposent à l'armement de l'armée ukrainienne un appel à l'unité entre les classes ouvrières russe et ukrainienne et au renversement révolutionnaire des deux gouvernements capitalistes.

Encore une fois, nous devrions penser à la situation au Myanmar. Comme en Ukraine, la résistance aux généraux est menée par l'ancien gouvernement capitaliste dirigé par Aung San Suu Kyi. Elle a été la cheffe d'État qui est restée les bras croisés alors que les Rohingyas étaient massacrés par les militaires. En fait, elle l'a en quelque sorte justifié. En conséquence, les socialistes devraient-ils simplement dire : «Nous ne devons soutenir aucun des deux camps au Myanmar», et appeler plutôt à l'unité des classes ouvrières russe, chinoise et birmane et au renversement du capitalisme dans les trois pays ensemble ?

Cet argument est une forme d'«ultimatum». Il explique en effet : «Tant que vous, les travailleurs des deux pays, n'êtes pas prêts à agir ensemble et à renverser le capitalisme, il n'y a rien à faire, et nous ne soutiendrons aucune résistance à l'invasion de la Russie (ou au coup d'État au Myanmar), car ce n'est rien d'autre qu'une guerre interimpérialiste et nous ne soutiendrons aucun des deux camps.» Le fait que le Myanmar ne soit pas confronté à une invasion de l'extérieur rend l'argument encore plus fort.

LA THÉORIE, UN GUIDE POUR L'ACTION

Si la théorie n'est pas un guide pour l'action, ce n'est qu'un sophisme. Nombre de ces socialistes se disent opposés à l'invasion, mais qu'est-ce que cela signifie en pratique, étant donné leur opposition à ce que les pays de l'OTAN arment l'Ukraine ? Pensent-ils que de simples mots, une simple propagande, une simple pression arrêteront Poutine ? Il a prouvé dans la seule arène qui compte vraiment – l'arène de l'action – que ce ne sera pas le cas. Ce qui peut partiellement arrêter Poutine – du moins pour l'instant dans sa volonté de changement total de régime – c'est une défaite militaire.

C'est ce qui arrêtera l'invasion, et pour cela des armes sont nécessaires. Il n'y a qu'une seule source pour ces armes : les pays de l'OTAN.

ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE ET CASQUES BLEUS

L'appel à une zone d'exclusion aérienne est une autre question. Ce serait une invitation pour l'impérialisme occidental à envoyer directement ses propres troupes. Dans le futur, ces troupes seront utilisées pour renforcer les intérêts impérialistes occidentaux contre tout mouvement de la classe ouvrière ukrainienne.

Il en va de même pour la demande d'envoi des Casques bleus de l'ONU en tant que force de maintien de la paix. Étant donné la présence de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, il n'y a qu'un seul cas dans lequel de telles troupes pourraient être envoyées : si la Russie était vaincue et chassée de Luhansk et Donetsk, et si les autres impérialistes du Conseil de sécurité de l'ONU se sentaient menacés par un éventuel soulèvement ouvrier dans la région, et s'ils souhaitent simplement la stabilité capitaliste en Ukraine, alors les deux parties pourraient accepter d'envoyer des troupes de l'ONU afin de maintenir le statu quo antérieur à l'invasion de la Russie.

CLASSE OUVRIÈRE RUSSE

En ce qui concerne la classe ouvrière russe : il est impossible de savoir quelle est son état d'esprit du moment. Mais jusqu'à l'invasion, le soutien de Poutine était assez large. Le meilleur moyen, en fait le seul moyen d'entamer sérieusement ce soutien et de retourner les travailleurs contre Poutine est la défaite militaire de l'armée russe. C'est, par exemple, la raison pour laquelle la grande majorité de la classe ouvrière américaine s'est retournée contre la guerre du Vietnam – c'est lorsqu'elle a vu ses fils, ses frères et ses amis rentrer à la maison mutilés ou morts. Personne n'aime voir ce genre de souffrance humaine, mais si l'invasion de Poutine réussit, cela renforcera le patriotisme et le chauvinisme en Russie et augmentera le soutien à Poutine. Donc, si les socialistes veulent voir la classe ouvrière russe s'éloigner de Poutine et se soulever contre lui, ils doivent appuyer la défaite militaire de l'armée russe.

Une fois de plus, nous revenons à la question des armes pour l'Ukraine, car une telle défaite est impossible sans recevoir d'armes de l'Ouest qu'il l'était pour les Indiens d'Amérique de vaincre la cavalerie américaine avec des arcs et des flèches contre le pistolet Gatling.

CONCLUSION

La défaite de l'invasion de Poutine sera un gain pour la classe ouvrière en Ukraine, en Russie et dans le monde entier. Cette défaite ne peut se produire que militairement. Pour cela, l'Ukraine a besoin d'armes et la seule source de ces armes ce sont les pays de l'OTAN. La guerre est une chose horrible, mais comme la gravité, elle est là. La durée et le coût de la lutte contre l'invasion de Poutine dépendent du peuple ukrainien, pas de nous, ici à l'Ouest.

Compte tenu de tout cela, s'opposer à ce que l'Occident envoie des armes à l'Ukraine signifie en pratique appeler à la victoire de l'invasion de Poutine. Il n'y a aucun moyen d'ignorer ce problème.

11 AVRIL 2022

Source : *Oakland Socialist*
Traduction Patrick Le Tréhondat

L'UKRAINE ET LA GAUCHE : FATALISME GÉOPOLITIQUE ET HISTORICISME MORAL

SANTIAGO ALBA RICO[1]

Les déclarations de María Jamardo, une journaliste radicale, lors d'une émission de *Telecinco,* ont scandalisé à juste titre : « Ni ceux qui ont bombardé n'étaient si mauvais ni ceux qui ont été bombardés n'étaient si bons », en référence au bombardement de Guernica par les nazis [Légion Condor] en 1937, un crime invoqué par le président ukrainien lors de son intervention devant le Congrès des députés [de l'État espagnol] le 5 avril 2022. Zelensky, mal informé, pensait avoir trouvé un symbole universel capable de remuer en sa faveur l'imagination indignée de tous les Espagnols ; il ignorait que notre bataillon Azov

1. Santiago Alba Rico est philosophe et écrivain. Ses deux derniers livres sont *Ser o no ser (un cuerpo)* et *España.*

[la Phalange franquiste et ses supporters actuels], beaucoup plus nombreux que le bataillon ukrainien, justifie encore le coup d'État de Franco et est reconnaissant de l'aide allemande contre les méchants communistes et les séparatistes basques pervers.

Mais ce que Volodymyr Zelensky ne savait pas non plus, c'est que ses propos allaient également contrarier une partie de la gauche – que j'appelle «*estalibán*» [contraction de stalinien et taliban] – qui a considéré que les propos de María Jamardo, monstrueux dans le cas de l'Espagne, s'appliquent à la Russie et à l'Ukraine : les bombardiers russes ne sont pas si mauvais et les bombardiers ukrainiens ne sont pas si bons. De plus, les Russes sont en quelque sorte les gentils, car ils bombardent les nazis ukrainiens. Une partie de la droite et une partie de la gauche sont d'accord pour dire qu'il est acceptable de bombarder des civils dans un autre pays, à condition que les personnes bombardées soient mauvaises. Ils partagent la même vision nihiliste du droit international et de la légalité ; ils ne sont pas d'accord sur le contenu du mal à extirper.

L'ARGUMENT «ESTALIBÁN»

Cet argument *estalibán* – multiplié par des tweets ces derniers jours – fait partie des procédés protéiformes, certains plus intelligents, d'autres plus grossiers, employés par la gauche pour cloner sans vergogne la propagande de l'agresseur russe. Ce n'est pas qu'ils ne savent pas qu'il ne faut pas croire la propagande d'une puissance qui envahit ; lorsque l'envahisseur, c'était les États-Unis ou l'OTAN, ils l'ont toujours fait, et à juste titre. Vous ne pouvez pas accorder de crédibilité, nous le savons, à ce que dit un meurtrier ; si je veux croire ses paroles, je dois donc le disculper ou minimiser sa participation au crime. Pour faire confiance à la propagande russe, il faut finalement, comme cela s'est produit dans le passé avec la propagande des États-Unis, inverser la relation victime/meurtrier et attribuer l'entière responsabilité de ce qui se passe à celui qui est bombardé. Si nous prouvons que les Ukrainiens, marionnettes de l'OTAN et des États-Unis, sont à blâmer, alors nous pouvons croire et répéter ce que dit le Kremlin.

Cette inversion des rôles, d'une infamie éthique remarquable, est la norme propagandiste des agressions impériales et nous l'avons critiquée en Irak et en Afghanistan. Aujourd'hui, de nombreux «gauchistes» succombent à cette norme et, entre déni et contextualisation, n'ont aucun scrupule à opposer la pensée mainstream pro-ukrainienne à la propagande dominante pro-invasion. Les meurtres de Boutcha ont déclenché de véritables délires. [D]es journalistes [...] ont été réprimandés pour avoir pris au sérieux les témoignages des survivants et ne pas avoir parlé de «crimes de guerre présumés», une caractérisation juridique que, en réalité, certains voudraient étendre à la guerre elle-même : invasion russe «présumée», bombardements «présumés» de l'Ukraine, siège «présumé» de Marioupol. La Russie ne peut pas faire ce qu'on lui attribue parce qu'elle est la victime ; et elle est donc aussi la victime de la propagande ennemie.

Les «subtils» analystes et les pamphlétaires stupides, les politiciens qui se font passer pour des journalistes et les fêlés *estalibáns* partagent cet horizon factuel, matrice de toutes leurs similitudes discursives : si la Russie envahit l'Ukraine, ce sont les États-Unis qui envahissent l'Ukraine ; si la Russie bombarde l'Ukraine, c'est l'OTAN qui bombarde l'Ukraine. Ce n'est pas ce qui se passe qui se passe, mais le contraire. Non, le négationnisme ne peut pas se limiter aux massacres de Boutcha. Les massacres de Boutcha peuvent être niés dès lors que l'agression de Poutine et donc ses conséquences sont niées à la

racine. Si ce n'était pas tragique, ce serait réconfortant de voir tant de personnes adultes, parfois sensées, parfois même sympathiques, emportées par ce besoin enfantin de croire à la bonté ou du moins à la légitimité de «notre» criminel préféré.

Et pourquoi est-ce «le nôtre»? Ils [les supporters de Poutine] nous assaillent comme les ténèbres de la guerre froide. Certains, même très jeunes, succombent à l'illusion car, malgré l'alliance [de Poutine] avec l'extrême droite mondiale, malgré les déclarations contre Lénine, ils voient une continuité entre Poutine et la révolution bolchevique. Il y a une braise soviétique dans la rébellion antisystème d'une certaine gauche, tout comme il y a une braise de nostalgie franquiste dans la rébellion antisystème de la droite [référence à Vox, à une aile du PP]. La plupart d'entre eux succombent, en tout cas, parce qu'ils continuent, en dernière analyse, à penser, toujours, avec des années de retard – face à la pluralité inquiétante du nouvel ordre mondial – contre l'hégémonie absolue des États-Unis et de l'OTAN. Leur position révèle une sorte d'ethnocentrisme négatif et, en fait, très narcissique : ce sont nos institutions occidentales qui apportent tout le mal dans le monde. Contre elles, non seulement tous les moyens sont permis, mais c'est pire : contre elles, nous finissons par revendiquer, comme politiquement et socialement supérieures, des dictatures atroces (pensez, par exemple, à Bachar el-Assad) et des impérialismes alternatifs, comme celui de la Russie, dont nous avons négligé ou défendu l'intervention criminelle en Syrie comme libératrice. Il n'est pas exclu que, si l'Arabie saoudite se rapproche un jour trop de la Chine et que le régime théocratique de Riyad, aujourd'hui ami des États-Unis, soit remis en question et fasse l'objet de pressions de la part de la Maison-Blanche, Salman («MBS») finisse par nous paraître sympathique et les lapidations, révolutionnaires et progressistes.

Cette inversion des rôles (entre victimes et auteurs) fait généralement appel à deux expédients cognitifs. Le premier est le fatalisme géopolitique, c'est-à-dire la géopolitique réduite à la realpolitik. L'autre est l'historicisme moral, c'est-à-dire l'histoire conçue comme une guerre contre le mal. Ce dernier est celui qui, depuis la gauche, reproduit la phrase de María Jamardo : en admettant que l'Ukraine soit bombardée (ce qui reste à prouver !), elle le mérite en quelque sorte en raison de son rapprochement avec l'UE, l'OTAN et les États-Unis ; les Ukrainiens ne sont pas aussi bons qu'ils le paraissent ; ils ne sont pas aussi bons que les médias nous le disent. Soudain, la même gauche qui, à juste titre, a temporairement écarté la dictature sanglante de Saddam Hussein pour condamner, à plus forte raison, l'invasion américaine de l'Irak, devient maintenant casuistique et pointilleuse. Il est nécessaire de savoir si et dans quelle mesure l'Ukraine est une démocratie, de parcourir la biographie de Zelensky, de dénoncer chaque groupe nazi et d'être très sensible – tout en justifiant ou en atténuant la tyrannie du Baas en Syrie – à la suspension, par ailleurs injustifiable, des partis politiques en Ukraine. Nous devons être moralement intolérants à l'égard des crimes de guerre impardonnables, mais isolés, de l'armée ukrainienne [sur lesquels le gouvernement dit vouloir enquêter], alors que les meurtres et les bombardements russes et la propre invasion de l'Ukraine par la Russie sont considérés comme «présumés».

LE DROIT DE LA RUSSIE À AVOIR SA PROPRE « ARRIÈRE-COUR »

Cette criminalisation casuistique de la victime est souvent inscrite dans un fatalisme géopolitique résumé dans une pensée qui, même dans les textes les plus raisonnés et les mieux documentés, assume plus ou moins cette formule : « C'est ce qui arrive quand on met son doigt dans l'œil du vieil Ours russe. » La même gauche qui considère qu'il est légitime et même impératif que l'Amérique latine se libère du joug traditionnel des États-Unis, qui a dénoncé la baie des Cochons et célébré la victoire cubaine [1961], qui s'indigne à juste titre de chaque changement de gouvernement truqué depuis Washington, accepte comme un diktat de la *realpolitik* le droit de la Russie à avoir sa propre « arrière-cour ». Une sorte de fatalisme mécanique nous oblige à considérer les conséquences de mettre le doigt dans l'œil de l'Ours, c'est-à-dire de ne pouvoir éviter ses coups de griffe. Alors qu'il faut, au contraire, percer révolutionnairement le chapeau du vieil Oncle Sam et plumer l'Aigle américain. Mettre son doigt dans l'œil de l'Ours est répréhensible ; arracher une plume de la poitrine de l'Aigle est louable, légitime, nécessaire, festif. En conséquence de la combinaison de ces deux logiques – fatalisme géopolitique et historicisme moral – ce secteur de la gauche ne prend pas en compte les faits parce qu'elle n'attend jamais de l'histoire qu'elle produise des faits. Il sait d'avance quels peuples agissent spontanément et lesquels sont manipulés par l'OTAN et les États-Unis ; et ce secteur décide, par conséquent, quels peuples ont le droit de se rebeller contre la tyrannie, intérieure ou étrangère, et lesquels doivent se soumettre aux nécessités de la lutte contre l'impérialisme des États-Unis. Ainsi, il décrète à l'avance que les faits en Ukraine – le massacre de Boutcha, par exemple – sont de la propagande ukrainienne alors que la propagande russe, en miroir, est un fait incontestable. L'envahisseur est la vraie victime et ne ment pas ; et c'est pourquoi nous reproduisons et diffusons ses versions avec la délectation mystique de celui qui, contre les ligues de la « pensée dominante », a un accès direct et privilégié à la vérité.

Parce qu'il y a aussi beaucoup d'élitisme dans cette gauche *estalibán* qui aime avoir raison contre le bon sens et le commun des mortels, enfermés dans les entrailles du système, aveugle et mièvre. Cet élitisme est, dans l'esprit, le même que celui que, contre le « système », nous avons vu chez les négationnistes et les antivax pendant la pandémie. Et il n'est donc pas étrange qu'ici se mélangent la droite et la gauche, Javier Couso [député européen du groupe Gauche unitaire européenne] et César Vidal [historien ayant participé à la version espagnole du Livre noir du communisme], Iker Jiménez [animateur de télévision mélangeant tous les genres] et Beatriz Talegón [actuellement active dans le mouvement indépendantiste catalan : Junts per Catalunya], ceux qui croient que la terre est plate et les anti-impérialistes. Comme je l'ai déjà écrit, lorsque les cadres institutionnels et médiatiques communs de crédibilité ont été affaiblis, l'incrédulité maximale devient le seuil de crédulité maximale. Lorsque vous ne croyez plus en rien, vous êtes sur le point de croire en tout. Nous n'avons même pas de mensonge commun, donc le mensonge qui est partagé par le moins de personnes est celui que nous trouvons le plus acceptable et donc le plus vrai. Le web offre des milliers de niches pour répondre à ce désir désespéré de « distinction ». Dans le cas du « gauchisme », cette attitude est plus douloureuse et moins justifiable, car son élitisme cognitif, résultat de son impuissance d'intervention politique, aggrave cette impuissance en se coupant du grand nombre qu'il voudrait attirer. Ses adeptes s'isolent

dans la «raison» face au monde et, de cette façon, en plus d'être déraisonnables, ils deviennent politiquement inutiles. Ou même dangereux.

AU NOM DU PACIFISME, LES UKRAINIENS DEVRAIENT SE SOUMETTRE À LA PUISSANCE DU PLUS FORT, POURVU QU'IL NE SOIT PAS AMÉRICAIN

Le fatalisme géopolitique et l'élitisme paranoïaque, qui sont les sources croisées du même syndrome, finissent par nier l'autonomie, la volonté et la capacité d'agir des autres. Eux, qui «savent», ne peuvent rien faire ; les autres, qui font quelque chose, ne sont que des pions du mal sur l'échiquier géostratégique. Ils inscrivent ainsi leurs ruminations négatives permanentes dans un contexte d'où le politique est absent. Et ils se résignent à déléguer leur raison impuissante à l'action supplétive de toute puissance suffisamment destructrice pour perturber l'ordre mondial établi. Ainsi, les mêmes «gauchistes» qui défendent, au niveau local, le droit à la souveraineté, le refusent au niveau international aux Ukrainiens, à qui l'on demande, au nom du pacifisme, de se soumettre à la puissance du plus fort, pourvu qu'il ne soit pas américain. L'autocentré anti-occidentalisme se méfie de toute velléité d'émancipation qui ne passe pas par les moules anti-impérialistes de la vieille gauche, qui continue à penser et à penser le monde, comme Marx le disait de Don Quichotte, «à la mesure d'un ordre qui n'existe plus». Cela s'est déjà produit en Syrie, comme l'explique le grand Yassin al-Haj Saleh, l'un de nos plus grands intellectuels, communiste, emprisonné pendant seize ans dans les geôles de la dictature [actuellement exilé en Turquie], dans un article extraordinaire où il critique même la position de l'admiré Chomsky pour son aveuglement ethnocentrique [article publié le 15 mars 2022 sur *New Lines Magazine*[1]]. L'obsession des États-Unis dans un monde chaotique, où le mal s'est fragmenté, décentralisé et émancipé du monopole états-unien, souligne à juste titre, par exemple, la puissance de l'OTAN, mais sous-estime comme subordonnés, subsidiaires ou inoffensifs d'autres dangers – pour la démocratie et la liberté des peuples – qui déterminent pourtant le destin individuel et collectif d'une grande partie de la planète. Chomsky, bien sûr, ne se fait aucune illusion sur Poutine, bien au contraire. Mais sa névrose anti-étatsunienne l'a conduit à abandonner ceux qui, en Syrie, ont tout misé sur la lutte et, dans de nombreux cas, perdu la vie en combattant la dictature ; et à entretenir la thèse en Ukraine selon laquelle l'invasion russe est en quelque sorte une réponse automatique à l'encerclement de l'OTAN.

LA GAUCHE PERD LA POSSIBILITÉ DE CRITIQUER L'EUROPE POUR SA LENTE «POUTINISATION»

Nous contextualisons et contextualisons et contextualisons ; et nous suspectons et suspectons et suspectons et suspectons. Et à force de contextualiser et de soupçonner, nous dissolvons la responsabilité russe en une guerre perpétuelle entre des maux équivalents, un conflit magmatique interimpérialiste, une crise capitaliste impersonnelle, une conséquence «naturelle» du déclin civilisationnel, etc. Nous sommes tellement préoccupés par l'histoire et les «structures» que nous y intégrons la décision de Poutine d'envahir un pays souverain et de provoquer des milliers de morts et des millions de réfugiés. S'il était logique d'invoquer la légalité internationale contre l'invasion

1. https://newlinesmag.com/review/chomsky-is-no-friend-of-the-syrian-revolution/.

de l'Irak, il est logique de l'invoquer contre l'invasion de l'Ukraine. S'il est encore logique de faire la distinction entre négociations, pressions, sanctions et agression militaire, il est logique de dénoncer la Russie de Poutine comme seule responsable d'une nouvelle situation dans laquelle la paix mondiale et la survie de la planète, ainsi que la vie des Ukrainiens et des Russes, sont tragiquement mises en danger. Toute raison que Poutine aurait pu avoir contre l'OTAN a été abandonnée dès le moment où son armée a franchi la frontière ukrainienne et, avec elle, la ligne entre mouvement géopolitique et agression armée. Il n'y a pas d'automatismes dans l'histoire. L'OTAN est responsable de la mauvaise gestion de la victoire dans la guerre froide, tout comme les puissances européennes ont mal géré la défaite de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Mais les Ukrainiens ne sont pas plus victimes de l'OTAN que les Juifs n'ont été victimes du traité de Versailles. En outre, c'est terrible à dire, mais Poutine a montré qu'il n'y a actuellement aucune alternative à l'OTAN. La gauche européenne devrait réfléchir à des propositions pour l'avenir au lieu de prêcher un pacifisme qui a beaucoup de sens en Russie, contre la décision de son gouvernement de faire la guerre, mais qui en Ukraine est synonyme de soumission et de capitulation. Les Ukrainiens ont décidé de ne pas se rendre et personne, me semble-t-il, ne devrait le leur reprocher.

La gauche perd non seulement la possibilité de sympathiser, contre Vox [dans l'État espagnol] et aux côtés d'une majorité raisonnable, avec une cause juste. Elle perd aussi la possibilité de critiquer l'Europe pour ce qu'elle mérite d'être critiquée : sa lente «poutinisation» [des traits autoritaires croissants], dont les institutions sont aussi largement responsables. Je l'ai déjà dit : l'Europe n'a ni gaz ni pétrole et est donc tragiquement dépendante de sources de moins en moins sûres. Elle ne dispose que de «valeurs», de «pratiques», de «modèles d'intervention politique» qu'elle perd rapidement sans jamais les consolider complètement. Elle s'est souvent trahie à l'étranger en soutenant des interventions économiques ou militaires malheureuses, ou en fermant les frontières aux migrant·es et aux réfugié·es, à tel point que pour une grande partie du monde, plongée dans une crise sans précédent, elle n'est plus un exemple à suivre.

Mais d'un autre côté, il est également arrivé que ce monde méfiant, en pleine dé-démocratisation, pénètre en Europe. Poutine avait déjà furtivement envahi l'UE par le biais des partis d'extrême droite qui, en Hongrie, en France, en Italie et en Espagne, bénéficient d'un soutien bien plus important que leurs homologues ukrainiens. Dans cette situation difficile, notre tâche doit être de «dénazifier» l'Europe de l'intérieur par un approfondissement de la démocratie, c'est-à-dire par des politiques sociales, civiles et économiques qui consolident et renforcent nos droits démocratiques. Si nous ne faisons pas pression pour une UE plus juste, plus démocratique, plus indépendante, plus verte et plus hospitalière, il ne servira à rien que Poutine perde la guerre en Ukraine, car il l'aura gagnée en Europe.

QUI EST L'AGRESSÉ ET QUI EST L'AGRESSEUR

C'est là le paradoxe : une invasion est devenue une guerre grâce à la résistance ukrainienne. C'est une guerre d'indépendance. Il est prioritaire d'empêcher que cette guerre n'implique l'OTAN ; il est prioritaire de soutenir, de défendre et de garantir l'indépendance de l'Ukraine. Notre bellicisme

doit être limité par la nécessité d'éviter les conflits internationaux et les affrontements nucléaires ; notre pacifisme doit l'être par la nécessité d'affirmer la justice et le droit international. Voilà le dilemme, je pense, sur lequel la gauche devrait débattre, et non pas sur la question de savoir s'il faut ou non applaudir Zelensky intervenant devant le Parlement [d'Espagne ou d'ailleurs] ou si le bataillon Azov est composé uniquement de nazis ou comporte également des anarchistes. Ou – pour l'amour de Dieu – si les survivants de Boutcha mentent ou non. Le dilemme est si grand, si plein de dangers et d'incertitudes, si exigeant pour toute notre intelligence et toute notre sérénité, que nous ne devons pas nous rendre coupables de brouiller la seule chose sur laquelle la gauche, comme tout le monde, devrait être claire : qui est l'agressé et qui est l'agresseur. Qui nous devons soutenir – au moins mentalement – et qui nous devons condamner.

8 AVRIL 2022

Article publié sur le site *Contexto y Acción*
Traduction *A l'Encontre* (les intertitres sont de la rédaction)

NON À L'OTAN OU LA CRISE IDENTITAIRE DE LA GAUCHE ESPAGNOLE

ELISA MOROS[1]

Les terribles images qui nous parviennent après le retrait des troupes russes de la région de Kyiv révèlent l'ampleur de l'offensive russe et obligent les dirigeants politiques à condamner unanimement l'attaque de Poutine contre l'Ukraine, y compris ses alliés naturels (l'extrême droite). Dans ce contexte, certains des plus radicaux éprouvent le besoin d'exprimer, ne serait-ce que par un geste esthétique, leur aversion pour l'unanimité nationale. Les députés de la CUP (gauche radicale indépendantiste catalane), du BNG (gauche nationaliste galicienne) et le secrétaire général du PCE[2] refusent d'applaudir Zelensky.

Mais ce geste esthétique n'est guère étonnant. Il n'est que la conséquence logique des analyses et des positions de la gauche espagnole sur la situation ukrainienne. Albert Botrán (député de la CUP) explique la signification de son geste dans un article, dans lequel il commence par déclarer que «l'occupation russe de l'Ukraine n'a qu'un seul responsable, Poutine» pour se contredire dans le paragraphe suivant dénonçant les «responsabilités» des autres puissances et de l'État ukrainien. Si seuls quatre députés ont poussé jusqu'au bout leur logique en refusant d'applaudir Zelensky, la logique du «oui, mais en fait non» fait pratiquement l'unanimité au sein de la gauche (radicale) espagnole qui (1) désigne l'OTAN comme (a minima) coresponsable du conflit, (2) s'oppose par conséquent à tout soutien matériel concret à la résistance armée ukrainienne afin d'«empêcher l'escalade» et (3) pointe systématiquement (et souvent exagère) tous les défauts du gouvernement/de

1. Féministe, militante du NPA (France) et membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre.
2. www.revistarambla.com/diputados-de-iu-bng-y-cup-no-participan-en-el-show-de-zelenski/.

l'État ukrainien comme prétexte pour garder, *de facto,* ses distances avec tout le peuple ukrainien et le laisser seul face à l'attaque impérialiste russe.

L'incohérence de cette position est manifeste. L'obsession pour la responsabilité de l'OTAN ne résiste pas à une analyse concrète de la situation concrète, comme ne cessent de le répéter les camarades syriens et ukrainiens. Bien que cette position ne soit ni unique ni exclusive à la gauche espagnole, puisqu'elle est assez répandue dans toute l'Europe occidentale, la particularité de l'Espagne, et d'autres pays du sud de l'Europe, est que cette position est hégémonique et laisse peu de place à la contradiction.

Selon moi, l'analyse que la gauche espagnole fait de la situation en Ukraine s'éloigne de la réalité parce qu'elle ne cherche pas à la comprendre, mais répond plutôt à ses propres intérêts internes : la nécessité d'une affirmation identitaire «radicale» d'une gauche de plus en plus institutionnalisée conjuguée à un désintérêt pour nos voisin·es de la périphérie de l'Europe qui fait d'elleux le vecteur idéal de cette auto-affirmation.

NON À L'OTAN : UNE AFFIRMATION IDENTITAIRE

L'opposition à l'OTAN est une marque identitaire de la «vraie» gauche dans l'État espagnol. L'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, qui a été ratifiée à l'issue d'un référendum organisé en 1986, est un symbole majeur de l'institutionnalisation du PSOE et de sa trahison de la gauche et des classes populaires du pays. En effet, si le PSOE est arrivé au pouvoir en 1982 avec pour slogan «l'OTAN, d'entrée, non», il a mené en 1986 la campagne pour le oui qui l'a emporté de peu, malgré l'opposition massive de la gauche qui, regroupée dans la Plateforme civique pour la sortie de l'Espagne de l'OTAN, s'est consolidée peu après dans la coalition électorale Izquierda Unida.

Ces dix dernières années, d'importants secteurs de la gauche radicale espagnole sont passés d'une stratégie de rupture à une stratégie de «gouvernabilité», faisant face à de nombreuses contradictions et tensions internes. Les trajectoires de la CUP depuis 2011 et de Podemos depuis 2014 témoignent de ce processus d'institutionnalisation de la gauche et de toutes ses contradictions. Évidemment, ces deux formations sont très différentes en termes de fonctionnement, d'organisation et de positionnement sur l'échiquier politique, dans la mesure où le contexte catalan est différent du contexte national, et sachant que Podemos est une formation beaucoup plus verticale et institutionnalisée que la CUP.

Pourtant, malgré ces différences notables, les deux formations sont passées par un processus d'institutionnalisation. Ces deux dernières années, elles ont affronté des scissions internes pour cette raison. Les deux formations s'efforcent constamment de se démarquer de leurs alliés institutionnels (du gouvernement, dans le cas de Podemos). La réalité à laquelle font face ces deux organisations est que l'institutionnalisation est incompatible avec la rupture et que les deux sont nécessaires dans tout processus de transformation sociale mais peuvent difficilement être incarnées par un même agent politique. La crise entre Yolanda Díaz, ministre communiste du travail, pour son soutien à Pedro Sánchez dans l'envoi d'armes en Ukraine, et le reste de l'équipe d'Unidas Podemos, qui accuse le PSOE d'être le «parti de la guerre» illustre parfaitement cette tension.

ET LES UKRAINIEN·NES DANS TOUT ÇA ?

Dans ce contexte, la guerre en Ukraine se présente comme une occasion idéale pour se démarquer et réaffirmer l'identité de la gauche radicale anti-atlantiste qui s'oppose à la «gauche» institutionnelle, monarchiste, atlantiste, vendue au système et aux intérêts américains (incarné en dernière instance par le PSOE). Mais ce qui permet cela en Espagne, comme dans le reste de l'Europe occidentale, c'est qu'au fond ce qui se passe en Ukraine ne nous importe que dans la mesure où cela peut nous affecter, et les Ukrainien·nes nous importent peu. En tant qu'«autres» orientaux, iels peuvent être instrumentalisé·es à volonté pour les faire correspondre à la logique de nos propres récits.

Le récit de la gauche espagnole rend délibérément invisible la participation à la résistance ukrainienne de camarades socialistes, anarchistes et féministes tout en magnifiant le poids de l'extrême droite et l'autoritarisme du gouvernement ukrainien. Par exemple, la méfiance envers Zelensky et certains secteurs de la résistance ukrainienne est régulièrement utilisée pour justifier la prise de distances avec la résistance ukrainienne et lui refuser toute solidarité concrète. Le récent tweet d'Álvaro Aguilera[1], coordinateur d'Izquierda Unida (IU) à Madrid, accusant Zelensky d'être un «danger pour la paix» et «l'héritier d'un coup d'État qui a interdit le parti communiste et onze autres partis» illustre bien cette tendance. Albert Botrán dénonce également dans son article l'interdiction du Parti communiste ukrainien en 2015 (avant l'arrivée au pouvoir de Zelensky en 2019) ainsi que la récente interdiction de plusieurs partis accusés d'être pro-russes[2]. Álvaro Aguilera, Albert Botrán et leurs organisations respectives n'ont, et n'ont jamais eu, évidemment, aucun lien avec un parti conservateur, raciste et antiféministe qui défendait la peine de mort, la famille traditionnelle, s'opposait aux droits reproductifs des femmes et persécutait les personnes LGTQI+, malgré l'appellation «parti communiste» pour des raisons historiques.

Il existe cependant une gauche féministe, antiraciste et anticapitaliste en Ukraine qui résiste à l'invasion russe avec et sans armes tout en continuant à s'opposer à la politique de Zelensky. Une gauche avec laquelle IU et la CUP n'ont pas de relations directes, parce qu'ils ne le veulent pas. Pourtant ils le pourraient puisque leurs organisations partenaires de pays comme la France, la Suisse, la Belgique ou l'Allemagne collaborent étroitement avec cette gauche ukrainienne et d'autres organisations d'Europe de l'Est dans le Réseau européen de solidarité Ukraine (RESU)[3]. Les représentants de la CUP et de IU préfèrent faire comme si cette gauche ukrainienne et cet espace internationaliste n'existaient pas et s'érigent en défenseurs d'une gauche fantasmée et inexistante qui ne ferait pas partie de la résistance ukrainienne mais au contraire serait étouffée par cette dernière.

Cette logique n'est pas le monopole de IU ou de la CUP. Podemos a participé au Forum européen contre la guerre à Rome à l'initiative de la coalition italienne Potere al Popolo dont l'objectif est d'articuler un mouvement antiguerre européen et dont les deux premières revendications sont l'opposition à l'envoi d'armes à l'Ukraine et l'opposition à des sanctions contre la Russie. Le mouvement n'a

1. https://twitter.com/AlvaroAgFa/status/1511373707314438149.

2. https://rev.org.ua/statement-on-temporary-ban-of-some-ukrainian-parties/.

3. www.facebook.com/EuropeUkraineSolidarity.

évidemment pas de représentants ukrainien·nes et ignore leurs revendications.

Les féministes espagnoles ont lancé un manifeste transnational avec 150 signatures d'éminentes féministes d'Europe et des Amériques. Parmi elles, pas une seule féministe de l'Europe post-soviétique. Leur absence est évidente dans le contenu, qui est contraire aux revendications des féministes ukrainiennes. Évidemment, les féministes qui sont en contact étroit avec les féministes ukrainiennes et polonaises ont refusé de signer ce manifeste.

Si ce qui inquiétait vraiment la gauche espagnole était l'équilibre des forces internes de la résistance ukrainienne, le plus logique ne serait-il pas d'établir des liens étroits avec la gauche anticapitaliste antipatriarcale et antiraciste en Ukraine pour la renforcer autant que possible ; le problème est que cette gauche, la vraie, ne leur sert pas, car elle ne rentre pas dans leur stratégie de démarcation. Pour continuer à raconter la même histoire, il faut faire taire et rendre invisibles les secteurs progressistes de la résistance ukrainienne, en leur refusant toute solidarité concrète, ce qui a pour conséquence l'affaiblissement de la gauche en Ukraine. Les militant·es de gauche ukrainien·nes, en revanche, n'arrêtent pas de nous interpeller : iels sont dans les réseaux internationalistes, iels écrivent sous les bombes et en anglais, iels traduisent leurs productions en espagnol et iels vous accueilleraient à bras ouverts au sein du Réseau européen de solidarité Ukraine.

LA DÉRIVE CONFUSIONNISTE ET LA RESPONSABILITÉ DE LA GAUCHE

Le problème de s'accrocher à une position identitaire est qu'elle nous enferme dans une interprétation biaisée de la réalité qui participe d'une atmosphère nauséabonde. Le jour où la gauche espagnole comprendra enfin que cette fois-ci (une fois n'est pas coutume) le problème n'est pas l'OTAN, que Poutine représente un réel danger pour les Ukrainien·nes, pour les Russes et potentiellement pour le reste de l'Europe, le récit complotiste et négationniste se sera déjà bien installé. En fait, il est déjà en place. Dans un éditorial récent, Ignacio Escolar a expliqué que de nombreux lecteurs se désabonnent d'*El Diario,* les accusant d'être financés par l'OTAN.

L'obsession de la gauche espagnole et de la gauche de l'Europe occidentale pour l'OTAN a fait d'elle les idiots utiles de l'impérialisme russe, et les principaux relais de la propagande du Kremlin. La rhétorique made in Kremlin de l'« expansion de l'OTAN » et de la « dénazification de l'Ukraine » rappelle trop celle du révisionnisme franquiste qui délégitime la 2e République pour justifier le coup d'État fasciste. L'Ukraine est loin d'être un pays parfait ou exempt de contradictions, mais elle est (ou plutôt était, avant l'invasion) préférable à la Russie dans tous les domaines : participation démocratique, droits civils et politiques, liberté d'expression, etc.

En insistant sur cette lecture biaisée, la gauche espagnole contribue à semer la confusion dans un contexte historique marqué par la désaffection politique et par la méfiance à l'égard des institutions, qui est propice à la propagation de théories complotistes. Si, après le discours de Zelensky devant le Congrès des députés, dans lequel il a fait un parallélisme entre les massacres de Boutcha et Guernica, l'extrême droite espagnole s'est réfugiée dans le révisionnisme franquiste pour renier Gernika, le négationnisme concernant les massacres en Ukraine s'est déployé dans les secteurs de gauche des réseaux sociaux. Une personnalité

comme Manuel Delgado, intellectuel et militant communiste, poste sur ses réseaux sociaux «Je ne crois absolument rien de ce qu'on nous raconte sur ce qui se passe en Ukraine. Rien.»

Le seul antidote contre le négationnisme propre au repli identitaire qui tourne le dos à la réalité est la pratique concrète internationaliste. Toute orientation politique qui ne se développe pas dans un dialogue permanent avec la praxis est déficiente. La gauche espagnole ne pourra pas prendre des positions internationalistes pertinentes tant qu'elle ne pratiquera pas activement l'internationalisme. La gauche espagnole ne comprendra rien à ce qui se passe en Ukraine tant qu'elle ne daignera pas dialoguer avec la gauche ukrainienne.

14 AVRIL 2022.
Publié sur le site *El Salto*

LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION DE L'UKRAINE

ENTRETIEN AVEC YULIYA YURCHENKO[1]

Quelles sont les conditions de vie des Ukrainiens dans cette guerre? Quel est l'état de la résistance militaire et civile à l'invasion de la Russie?

Tout d'abord, c'est vraiment bien de m'entretenir avec vous et de raconter l'histoire de cette guerre et de cette résistance d'un point de vue ukrainien et de gauche. Je pense que tout le monde sait que les bombardements russes ont gravement endommagé des villes entières, notamment Marioupol, et tué un nombre innombrable de personnes. Ses troupes et ses attaques de missiles ont chassé un grand nombre de réfugié·es du pays et déplacé encore plus de personnes à l'intérieur de celui-ci. Personne ne connaît les chiffres exacts.

Des millions de réfugié·es ont fui vers les pays voisins, où ils ont été accueillis, hébergés et aidés. Dans le même temps, il est arrivé que des migrants et des réfugiés non blancs soient bloqués ou envoyés à l'arrière de la file d'attente. Cela a donné lieu à de tristes affrontements à la frontière.

Je me trouve actuellement à Vinnytsia, à peu près à mi-chemin entre Kyiv et Lviv. Elle est considérée comme l'une des villes les plus calmes d'Ukraine. Nous avons été frappés par des missiles russes, mais pas aussi fréquemment que d'autres endroits. Beaucoup de personnes déplacées à l'intérieur du pays se sont réfugiées ici et ont trouvé un logement dans des écoles, des hôtels, des appartements loués et chez des particuliers. Des réseaux de bénévoles leur fournissent de la nourriture, des vêtements et des médicaments.

Depuis que la loi martiale a été déclarée et que les fournitures médicales ont été réquisitionnées pour les troupes, l'accès aux médicaments est un problème aigu. Il est très difficile d'obtenir des ordonnances pour de l'insuline et des médicaments pour la régulation du sang lorsque les gens ne peuvent pas voir leur médecin de famille et que les stocks sont faibles.

1. Yuliya Yurchenko est l'autrice de *Ukraine and the Empire of Capital: From Marketization to Armed Conflict* (Pluto, 2018) et maîtresse de conférences à l'Université de Greenwich, elle est actuellement en Ukraine.

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays s'affrontent donc à des problèmes de santé aigus, même si des volontaires leur viennent en aide. Nous ne connaîtrons l'étendue des dégâts causés par la guerre qu'une fois celle-ci terminée. Mais, massivement, les gens paient un prix énorme en termes de vie, de santé et surtout de santé mentale.

Néanmoins, la résistance est très forte. Les gens se sont portés volontaires pour servir dans l'armée en très grand nombre, en fait plus que l'armée ne pouvait en accueillir. Ceux qui n'avaient pas de formation militaire préalable ont été refusés, pour l'instant.

Il existe donc d'importantes réserves de personnes prêtes à rejoindre la résistance militaire, qui ont été formées au combat sous l'ancien système soviétique. La Russie ne peut certainement pas s'en vanter. Elle n'a même pas la confiance politique nécessaire pour appeler les réserves, car les Russes n'ont aucune raison convaincante de se battre, hormis quelques mythes impériaux à peine crédibles.

Pour les Ukrainiens, c'est un combat existentiel. L'identité de notre pays, ses frontières territoriales et notre existence même sont attaquées en ce moment même. C'est pourquoi la solidarité et la mobilisation à l'échelle nationale pour défendre le pays ont été grandes malgré l'avantage militaire écrasant de la Russie.

Les gens n'abandonnent pas, malgré les effets inévitablement déshumanisants de la guerre, la violence sexuelle et les images, vidéos et histoires démoralisantes de la destruction de pans entiers du pays. Nous faisons reculer l'invasion russe. C'est une résistance populaire totale qui rend très fier.

Peu de gens s'attendaient à ce niveau de résistance militaire et civile, y compris ceux qui sont les plus optimistes et les plus patriotes en Ukraine. Cela a également surpris les puissances occidentales qui, je pense, ont minimisé la menace de l'invasion russe et ont ensuite pensé que l'Ukraine capitulerait rapidement. Elles pensaient que ce serait affreux, mais que ce serait terminé en quelques semaines.

Poutine pensait la même chose. La résistance a donc surpris le monde entier. Mais elle n'aurait vraiment pas dû surprendre tout le monde. La Russie a déclenché une résistance qui est profondément enracinée dans la lutte séculaire des Ukrainiens contre l'impérialisme russe.

Une chose qui a été remarquée est la résistance dans les régions russophones de l'Ukraine. Comme nous le savons, la Russie a essayé d'exploiter les divisions entre Ukrainiens et russophones dans le pays depuis le soulèvement de l'Euromaïdan fin 2013. Elle s'est emparée de la Crimée et a soutenu les prétendues républiques populaires de Lougansk et de Donetsk. À quoi ressemble, dans les zones majoritairement russophones, la résistance?

La résistance dans les zones russophones comme Marioupol a été inspirante. Elle a fait exploser le mythe propagé par Poutine selon lequel il libérait les russophones de l'oppression fasciste. Plus personne ne peut y croire. Dans le même temps, nous devons comprendre d'où vient la division entre Ukrainiens et russophones. Elle a été fabriquée dans l'esprit public depuis la campagne présidentielle de 2004 et s'est solidifiée après le soulèvement de Maïdan en 2013-2014. Maïdan était un soulèvement populaire qui ne portait pas tant sur l'adhésion à l'Union européenne que sur l'opposition aux oligarques qui contrôlent le pays, à la brutalité du gouvernement contre les manifestant·es et au mécontentement suscité par des décennies d'anarchie et de corruption.

Lors de ce soulèvement, l'extrême droite, qui ne représentait qu'une petite partie de la contestation, a joué un rôle organisationnel démesuré. Les commentateurs des oligarques pro-russes, sans parler de l'État

russe, les ont mis en avant sur les chaînes de télévision, dépeignant l'Ukraine comme envahie par les fascistes. Il ne s'agit pas de nier l'existence de l'extrême droite en Ukraine ou sa menace intrinsèque, mais simplement de dire qu'elle a été exagérée pour des raisons politiques par la Russie et ses alliés – des raisons qu'ils ont utilisées pour justifier leur prise de contrôle de la Crimée et leur soutien aux séparatistes russes à Lougansk et Donetsk, dont beaucoup de dirigeants ont été placés là par la Russie.

Les réactions populaires en Crimée et dans les prétendues républiques populaires ont été complexes. Nous n'avons pas une idée précise et objective de ce que les gens pensaient. Mais il est clair que beaucoup avaient peur d'une atteinte à leurs droits linguistiques, mais en même temps, beaucoup voulaient continuer à faire partie de l'Ukraine.

C'était un tableau très complexe qui divisait même les familles. Beaucoup craignaient également de ne pas avoir d'avenir dans le pays en raison des privations socio-économiques que l'un ou l'autre des régimes pouvait entraîner. Les données sociologiques révèlent un tableau complexe, au-delà des erreurs marginales ou des biais.

Le conflit militaire entre le gouvernement ukrainien et ses paramilitaires de droite dans le Donbass a exacerbé ces divisions. Il a provoqué toutes sortes d'atrocités des deux côtés. Les gens ont fui la région, beaucoup vers l'Ukraine et certains vers la Russie.

En conséquence, la composition démographique de la Crimée et des prétendues républiques a radicalement changé. Mais cela ne signifie pas que tous les habitants de ces territoires souhaitent désespérément faire partie de la Russie. Nous savons qu'il existe dans ces régions une forte résistance à l'invasion russe.

En Crimée, la population tatare, qui a été opprimée sous le tsar puis par Staline, a résisté à la répression de l'État russe. Les prétendues républiques connaissent également de graves problèmes qui ont entraîné une profonde désaffection à l'égard des séparatistes qui les contrôlent. Il y a eu une désindustrialisation et la fermeture de certaines mines. En conséquence, les syndicats ont porté plainte contre les mini-États séparatistes. Ils ont été victimes de violations des droits humains et de répression.

En réalité, ces prétendues républiques populaires ne sont ni populaires ni des républiques. Elles sont désormais sous un contrôle semi-dictatorial et assujetties à l'État russe. Et Poutine ne fait même pas confiance à leur loyauté et à leur fiabilité ! Donc, dans la préparation de l'invasion, la Russie a commencé à donner des ordres aux fonctionnaires séparatistes de ces républiques pour qu'ils se préparent à se mobiliser pour l'assaut à venir. Cela n'a pas enchanté tout le monde, pas même les fonctionnaires. Pour imposer leur loyauté, Moscou a emmené leurs familles en Russie, essentiellement comme otages, pour les faire chanter et les obliger à obéir.

Bien que la Russie ait des supporters dans les républiques séparatistes, il y a une désapprobation et une franche opposition à la guerre. C'est vrai même en Crimée, où malgré un soutien plus large à la Russie, il y a aussi de la dissidence et de l'opposition.

Prenons du recul par rapport à cette dynamique pour explorer les causes sous-jacentes de la guerre. Pourquoi est-il inexact de réduire la guerre à un simple conflit interimpérialiste entre les États-Unis/OTAN et la Russie ? En quoi cela ignore-t-il la lutte pour la libération nationale ?

En réduisant cette guerre à un conflit entre l'Occident et la Russie, on oublie l'Ukraine et on la traite comme un simple pion entre les puissances. Cette analyse nie la subjectivité des Ukrainiens et leur rôle dans le conflit. Elle supprime également la discussion

sur notre droit à l'autodétermination et notre lutte pour la libération nationale.

Bien sûr, il y a une dimension interimpérialiste dans tout cela. C'est évident. Mais il y a aussi une dimension nationale qui doit être reconnue. Et pour la reconnaître, vous devez mettre vos lunettes de lecture décoloniale.

Vous devez tirer toutes les leçons des luttes de libération nationale en Afrique et ailleurs. Même dans les cas où des puissances concurrentes étaient impliquées, il y avait aussi la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés. Et les penseurs et les dirigeants anticolonialistes nous ont appris à donner une voix à ces personnes et à leur lutte.

L'Ukraine mène un combat similaire. On oublie souvent que nous avons subi des siècles d'impérialisme russe, notamment sous Staline pendant la période soviétique. Cela s'est un peu calmé sous Khrouchtchev.

Oui, l'ukrainien était enseigné dans les écoles, mais principalement en tant que deuxième langue. Oui, la culture ukrainienne était autorisée, mais elle était souvent réduite à des stéréotypes exotiques. Au-delà de cette reconnaissance superficielle de l'Ukraine, la Russie – sa langue et sa culture – régnait toujours en maître. Si vous vouliez vraiment réussir, vous deviez écrire en russe, adopter la culture russe et suivre les normes artistiques russes.

Ce chauvinisme culturel n'a fait que s'intensifier dans la Russie de Poutine. Alors que sur le plan international elle était rétrogradée par les États-Unis, l'élite russe rêvait de rétablir sa domination sur ses anciennes colonies, comme l'Ukraine, pour restaurer sa sphère d'influence. Bien entendu, cela a mis la Russie en conflit avec les États-Unis, qui restent la puissance hégémonique mondiale.

Dans ce conflit, la Russie ne peut en aucun cas être considérée comme ayant un projet différent de celui des États-Unis et du reste des puissances capitalistes. Tout comme eux, la Russie est un État capitaliste néolibéral qui se bat pour obtenir plus de terres, de ressources et de profits. Ses dirigeants ne se soucient pas d'améliorer la vie des Russes ordinaires qui sont exploités et opprimés.

Dans certaines villes comme Saint-Pétersbourg, les conditions sont meilleures. Elles disposent de meilleures infrastructures, de meilleurs salaires et de meilleures pensions. Mais en dehors d'elles, le pays est délabré. Ici, en Ukraine, c'est ce que nous disent les soldats russes capturés, généralement enrôlés dans des villes plus petites et plus pauvres. Ils sont absolument choqués de voir des choses simples comme des routes pavées dans les villages et les campagnes d'Ukraine.

Le régime russe, la bureaucratie d'État et les oligarques ont dépouillé leur propre pays et gouvernent désormais par la répression. Ils détournent l'attention de la population en invoquant des menaces extérieures impliquant un changement de régime et en cultivant des fantasmes impériaux de reconstruction de leur empire perdu. Cela les a conduits à défier les États-Unis et à obtenir le soutien, au moins tacite, de la Chine.

Cette dimension interimpériale ne doit pas nous empêcher de reconnaître la centralité de la lutte de l'Ukraine pour son indépendance vis-à-vis de la domination impériale russe et occidentale. Et la concurrence impériale ne doit pas nous empêcher de voir les intérêts de classe internationaux communs qui traversent le conflit.

Il y a des oligarques russes qui exploitent la force de travail en Russie. Il y a des oligarques états-uniens qui exploitent la force de travail aux

États-Unis. Il y a des oligarques ukrainiens qui exploitent la force de travail en Ukraine. Et il y a des oligarques chinois qui exploitent la force de travail en Chine. Et les oligarques transnationaux nous exploitent tous. Cette analyse de classe met en évidence nos intérêts communs face à cette fratrie capitaliste en guerre.

Passons maintenant à une discussion sur le développement du capitalisme oligarchique en Ukraine, que vous analysez dans votre livre, Ukraine and the Empire of Capital. *Quelles sont ses caractéristiques économiques et politiques? Comment le président actuel, Volodymyr Zelensky, s'inscrit-il dans ces modèles ou s'en écarte-t-il?*

Ces dernières décennies ont été marquées par une expansion massive de l'empire du capital. Il a balayé le Sud mondial après que ses projets développementalistes ont été sapés, affaiblis et ont échoué. L'empire du capital a fait de même en Europe de l'Est et en Russie après la chute de l'Union soviétique.

La Russie a hérité de toutes les responsabilités légales de l'URSS, de ses obligations en vertu des traités internationaux, de sa monnaie et de son accès au capital. Sous la pression du système et de ses conseillers néolibéraux, la Russie a subi une privatisation massive, les oligarques ont profité des politiques de libre marché pour concentrer le capital entre leurs mains. Poutine a construit un nouvel État capitaliste répressif et néolibéral pour superviser le pays.

Après la chute de l'Union soviétique, les autres anciennes républiques se sont retrouvées soudainement indépendantes, sans monnaie propre et sans capitaux. Dans cette situation, elles n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers les institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale.

L'Ukraine a établi sa relation avec le FMI en 1992. Sous sa tutelle, le nouveau gouvernement ukrainien a privatisé les biens de l'État, c'est-à-dire presque tout ce qui se trouvait dans le pays. Bien sûr, les gens avaient leurs biens personnels comme les voitures. Mais presque tout le reste, de la terre au logement, était la propriété de l'État.

Les logements, par exemple, étaient construits par l'État et donnés aux travailleurs attachés à certaines entreprises. Tout à coup, tout cela a été vendu. Les travailleurs et travailleuses ont pu privatiser – ou «acheter» – leurs maisons à bas prix, ce qui explique pourquoi le taux d'accession à la propriété est si élevé en Ukraine.

Le même programme de privatisation a été mis en œuvre dans l'industrie d'État. Des actions ont été créées pour les entreprises et distribuées aux travailleurs sous forme de bons d'achat. Mais les travailleurs, appauvris par l'inflation galopante, avaient besoin d'argent pour vivre, et ont donc vendu les bons aux managers. Des choses similaires ont été faites avec la terre, l'eau et les services – avec un certain degré de variation à l'échelle régionale et sectorielle. Les gestionnaires ont tout simplement englouti le pays.

Essentiellement, nous avons assisté à ce que Marx appelle l'accumulation primitive ou originelle du capital. Et il y avait beaucoup à accumuler pour les nouveaux oligarques capitalistes. Dans la région du Donbass, par exemple, il y a une industrie lourde et beaucoup de ressources naturelles comme le gaz naturel, le minerai de fer, les minéraux et le charbon. Les oligarques en devenir se sont emparés de la plupart de ces ressources.

En s'emparant de ces biens, les oligarques et leurs réseaux politiques et criminels ont construit des groupes industriels financiers prospères. Ils sont constitués à la fois d'entreprises et de banques. Ces conglomérats sont hautement concentrés et diversifiés.

Ils exercent ce pouvoir capitaliste pour contrôler directement et indirectement la politique. Certains oligarques sont devenus des politiciens. D'autres ont utilisé des mandataires au plan politique. Ils ont fait appel à des consultants, à des agences de relations publiques et à des technologies politiques développées en Occident pour créer des circonscriptions électorales afin d'être élus ou représentés.

Leur contrôle de l'État leur a permis à leur tour d'accélérer encore l'accumulation dans les années 1990. Ils avaient les coudées franches car le capital européen était préoccupé par l'Europe centrale, la Russie était faible et le capital transnational n'était pas encore dans le jeu. Ils ont donc pillé les biens de l'État pour leur propre enrichissement.

Ces oligarques étaient également en concurrence les uns avec les autres. Cette concurrence se superpose aux divisions territoriales et linguistiques entre Ukrainiens et russophones. Les oligarques ont alimenté ces divisions pour leur propre avantage politique lors des campagnes électorales. Ce faisant, ils ont transformé des différences préexistantes et largement non conflictuelles en nouvelles animosités et préjugés.

Il s'agissait d'une stratégie efficace pour diviser et gouverner la population qui n'a cessé de résister au pillage par des vagues de résistance venues d'en bas, depuis la «révolution orange» de 2004 au soulèvement de Maïdan en 2013. Ces divisions ont été amplifiées par les relations des différents oligarques avec l'UE et la Russie. Ceux-ci jouaient sur les divisions pour établir des relations avec l'une ou l'autre de ces puissances.

Tout cela a atteint son paroxysme lors du Maïdan. Les gens se sont soulevés contre les oligarques et le gouvernement, les nationalistes de droite l'ont exploité et leurs partis ont essayé d'en tirer profit. Les séparatistes russes ont alors mis en place leurs prétendues républiques. La Russie s'est emparée de la Crimée et le conflit armé est apparu dans le Donbass. Le bataillon fasciste d'Azov s'est développé dans ce processus.

Mais soyons clairs : l'Ukraine n'est pas le foyer fasciste que présente la propagande russe. Par exemple, les partis d'extrême droite ont été battus lors des élections de 2014. Leur vote a baissé de façon spectaculaire et ils ont perdu des sièges.

L'élection de Volodymyr Zelensky était un rejet populaire des divisions chauvines et l'expression d'un espoir de paix. Il est une figure intéressante. Derrière lui se trouve un ensemble de forces oligarchiques et il a fait campagne sur la base d'une promesse, bien que naïve, de paix et de lutte contre la corruption.

En définitive, il a gouverné comme tous les autres politiciens néolibéraux, n'a pas réussi à garantir la paix et a supervisé la corruption et le pillage oligarchique. En plus de cela, il a été considéré comme étant incompétent pour gouverner. Sa cote de popularité a baissé en même temps que le niveau de vie s'est effondré.

Avant la guerre, il était très peu probable qu'il aurait été réélu. Mais aujourd'hui, c'est un héros de guerre et il est assuré de remporter un second mandat si, à la fin de cette guerre, l'Ukraine existe en tant qu'État-nation doté d'un processus électoral démocratique.

Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé du rôle de l'impérialisme russe en Ukraine. Qu'en est-il de l'impérialisme occidental, en particulier de ses politiques économiques ?

Nous avons enduré le régime dictatorial des États occidentaux et de leurs institutions financières internationales (IFI). Ils ont appliqué les prescriptions énoncées par Francis Fukuyama au début des années 1990, selon lesquelles le marché libre et sa logique de concurrence capitaliste devaient être libérés.

Les IFI ont accordé des prêts à condition que l'État se retire de la propriété de l'industrie et des services, déréglemente l'économie, affaiblisse les droits du travail et accorde un traitement préférentiel et une protection aux investisseurs, tout cela pour améliorer soi-disant la compétitivité de l'économie. Le nouveau rôle de l'État a été réduit au maintien de l'ordre social. Autrement dit, protéger les riches des pauvres. Ainsi, loin de démocratiser la société, la prescription du libre marché permet le tournant autoritaire auquel nous avons assisté en Europe de l'Est, en Russie et en Ukraine.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le FMI et la Banque mondiale n'ont autorisé que certains types de d'orientations économiques et de politiques. Les décrets néolibéraux étaient prétendument conçus pour améliorer la compétitivité et l'efficacité, des affirmations qui sont bien sûr discutables. En réalité, ils ont permis la montée en puissance des oligarques et leur bataille concurrentielle, semi-criminelle et, dans certains cas, ouvertement criminelle, pour le contrôle et la privatisation de la propriété de l'industrie, des services et des terres.

Ce qu'ils n'ont certainement pas accompli, c'est l'efficacité des services publics. Pourquoi ? Parce que si les services sont soumis à la concurrence, ils excluent inévitablement des personnes en leur imposant des prix fixés par le marché. Cela mine l'offre de base de services universels dans tous les domaines, de l'éducation aux soins de santé, ce qui à son tour affaiblit la reproduction sociale de la force de travail. L'austérité découle du néolibéralisme. Loin de développer l'économie des pays, elle entrave leur croissance et engendre le sous-développement.

L'Ukraine est un exemple paradigmatique. Il s'agissait d'une économie industrialisée, dotée d'infrastructures, d'infrastructures de soins de santé et de services publics développés, ainsi que d'une main-d'œuvre très instruite et qualifiée. L'imposition occidentale du néolibéralisme l'a détruite. En 1991, son économie était de la taille de la France ; aujourd'hui, c'est le pays le plus pauvre d'Europe. Ce n'est pas un accident. C'est le résultat d'un projet.

Chaque série de prêts de la BERD et du FMI ne fait qu'aggraver ce dé-développement. Nous croulons littéralement sous les dettes, comme les pays d'Afrique, d'Amérique latine et le reste de la région post-soviétique. L'Ukraine doit 129 milliards de dollars à diverses institutions financières internationales et à des États, ce qui représente près de 80 % de notre PIB.

Comment les interactions entre les impérialismes occidental et russe et les dirigeants ukrainiens ont-elles conduit à des divisions au sein du pays, notamment entre les ukrainophones et les russophones ?

Elles ont amplifié ces divisions. Un exemple clé de la dynamique qui a conduit au soulèvement de Maïdan en 2013-2014 et à ses suites. Le président de l'époque, Viktor Ianoukovitch, avait prévu de signer un accord d'association avec l'Union

européenne, mais il a fait marche arrière à la dernière minute.

Même s'il est un oligarque criminel, il avait raison. Dans certains cas, il a même mis le doigt sur le problème. L'accord n'étant pas favorable à l'Ukraine, il a officiellement refusé de le signer, à la grande surprise de tous. Cela a déclenché des protestations, que le gouvernement a brutalement réprimées, déclenchant le soulèvement de masse et toute la séquence d'événements que je viens de décrire.

Les gens furent tellement surpris parce que Viktor Ianoukovitch connaissait les termes de l'accord depuis le début. Il ne s'est donc pas retiré de l'accord pour l'Ukraine. La véritable raison pour laquelle il ne l'a pas signé est que la Russie et les oligarques associés à la Russie ont fait pression sur lui pour qu'il fasse marche arrière.

Bon nombre des actifs économiques de ces oligarques sont basés dans le Donbass dans des industries à forte intensité énergétique qui dépendent du gaz et du pétrole russes abordables vu le prix pour leur appareil de production. Ces oligarques ont commencé à faire courir le bruit que si l'accord était signé, les prix de l'énergie augmenteraient – comme la Russie le menaçait effectivement –, que les industries fermeraient et que les gens perdraient leur emploi. Cette situation contraste avec la partie occidentale du pays, qui a été historiquement liée à l'Europe occidentale. Et les entreprises ont tendance à s'orienter davantage vers ce marché que vers la Russie.

Bien sûr, la situation est plus complexe sur le terrain. Les intérêts économiques ne s'alignent pas simplement sur ces divisions territoriales. Néanmoins, le conflit impérial a creusé les divisions entre les oligarques qui ont ensuite forgé des circonscriptions électorales basées sur les allégeances à l'Occident ou à la Russie, ce qui a mis en évidence les nouvelles divisions territoriales.

Une fois cette situation installée, les différents blocs oligarchiques et leurs politiciens ont utilisé des menaces de limitation des droits linguistiques pour masquer leurs mesures d'austérité en cours, détournant la colère des classes populaires en conflits linguistiques et culturels. Cela a conduit à une consolidation de l'extrême droite ukrainienne et des séparatistes russes, chaque camp déshumanisant de plus en plus l'autre.

C'est une politique vraiment dégoûtante. Les factions politiques oligarchiques ont présenté les choses comme un choix de civilisation entre l'Occident et la Russie. Les partisans de l'Ouest ont présenté l'UE – qui, rappelons-le, est à l'origine de tant d'austérité – comme un espoir de liberté et de démocratie au-delà du passé soviétique.

Les partisans de la Russie ont dépeint les Ukrainiens occidentaux comme des russophobes et des fascistes menaçant les droits linguistiques des russophones. Ils ont dépeint la Russie comme le dernier espoir pour les défendre contre ce raz-de-marée de réactions.

Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé des puissances impérialistes et de la classe dirigeante ukrainienne. Qu'en est-il de la lutte des travailleurs et travailleuses et des opprimé·es contre les oligarques et les politiciens et les puissances impérialistes ? Quels sont les obstacles politiques et organisationnels qu'ils ont rencontrés ?

Dans les conditions du capitalisme oligarchique que je viens de décrire, nous avons assisté à une résistance civile croissante. Celle-ci s'est exprimée dans le soulèvement d'Euromaïdan, surtout après que la police a brutalisé les manifestants. Les gens

en avaient finalement assez. La brutalité policière a fait ressortir des années de douleur et de frustration face à la corruption, la colère face à la collusion de la police avec les réseaux criminels des oligarques et face à sa capacité répétée à échapper à toute responsabilité pour ses abus.

Toute cette résistance était réactive ; elle n'était pas guidée par un sens clair d'un programme alternatif et d'un ensemble de revendications. Cela a permis à la droite de détourner la révolte. Elle était organisée et avait des forces à injecter dans la lutte. Le conflit qui a suivi entre le gouvernement ukrainien et les séparatistes a partiellement atténué la mobilisation civile.

Mais au cours des dernières années, le mécontentement à l'égard des oligarques et des politiciens corrompus s'est accentuée. Les Ukrainiens ont écarté à plusieurs reprises un groupe d'entre eux pour voir un autre groupe tout aussi répugnant les remplacer. Il s'agit donc d'une véritable crise de la représentation. Il n'y a pas encore d'alternative claire capable de mettre en place un défi politique aux oligarques et à leurs politiciens. Et la gauche est malheureusement encore assez petite.

Dans le même temps, il existe une lutte populaire en dehors de la politique électorale, notamment parmi les syndicalistes. Elle a émergé en dehors des syndicats de l'ancienne URSS, qui étaient essentiellement des syndicats d'entreprise. De nouveaux syndicats indépendants se sont développés dans les principales industries (et même dans certaines petites et moyennes entreprises !). L'un de ces syndicats importants se trouve dans l'industrie ferroviaire, qui est le plus gros employeur du pays.

Ils ont été un élément clé de la résistance à l'invasion de la Russie. Ils ont apporté des provisions aux personnes âgées sous les tirs de l'artillerie. Les syndicats des mineurs ont été particulièrement importants, luttant contre la fermeture des mines et défendant les salaires et les avantages sociaux. Les travailleurs et travailleuses de la santé ont également commencé à s'organiser.

Les gens ont appris que si les politiciens ne réalisent pas des changements, ils doivent le faire eux-mêmes par la lutte collective sur leur lieu de travail. Ils ont même consulté les grands syndicats et les confédérations internationales sur la manière de s'organiser.

La résistance s'est vraiment développée, les gens se tournant les uns vers les autres en quête de solidarité et de soutien. Au cours des dernières semaines, les travailleurs et travailleuses de diverses entreprises ont pris l'initiative de distribuer des biens pour répondre aux besoins des gens au milieu de la guerre, beaucoup d'exemples anecdotiques de cela existent dans différentes villes. Par exemple, les travailleurs d'un entrepôt d'aliments local ont appris qu'il y avait des réfugiés qui avaient besoin de nourriture et la leur ont fournie ou les responsables d'un entrepôt de matériaux de construction ont donné des biens utiles pour les fortifications de la ville. Une sorte d'expropriation des expropriateurs !

Au milieu de cette guerre, la résistance affirme la capacité des gens à provoquer le changement. Cela sera important après la guerre, car la bataille sur la façon de reconstruire et dans l'intérêt de qui deviendra la question centrale. J'espère vraiment que cet esprit de solidarité collective pourra forger une nouvelle voie pour l'Ukraine, une fois cet enfer terminé.

Cela ouvrirait de nouvelles possibilités pour la gauche ukrainienne. Nous devrons adapter un peu notre langage pour que notre programme ait un sens pour les personnes qui ont de très

mauvaises expériences marquées par le passé stalinien. Néanmoins, les gens cherchent des solutions sociales collectives aux problèmes profonds du capitalisme ukrainien.

Les socialistes doivent se fondre dans ces luttes pour des améliorations immédiates au sein des populations et démontrer que nous avons des idées cruciales sur la manière de reconstruire notre société. Si nous y parvenons, nous pourrons contribuer à surmonter la crise de représentation qui a frappé les vagues de résistance et offrir une véritable alternative aux oligarques et à la droite.

Un développement que Poutine et la gauche campiste ont exagéré à leurs propres fins politiques est la présence de l'extrême droite dans le pays. Quelle est la vérité sur l'extrême droite en Ukraine? Comment s'est-elle développée, quelles sont ses différentes forces, et quelle est leur influence sur le système politique et l'armée?

C'est une question très importante et, franchement, effrayante. Car la vérité est que la politique en Ukraine est sur le fil du rasoir, et qu'elle pourrait aller à droite, et évidemment pas seulement à gauche. Je suis d'accord avec vous pour dire que le rôle et l'importance de la droite ont été exagérés, mais ce sont un facteur et une menace réels.

Son importance a, bien sûr, été exagérée par les séparatistes, Poutine et leurs étranges partisans en Occident. Ils ont montré du doigt des personnes portant des symboles nazis et dépeignent l'Ukraine comme un gouvernement et une nation de fascistes, ou du moins dirigée par eux. C'est totalement faux. Le soutien aux formations de l'éventail de la droite a diminué de façon spectaculaire.

Et la vérité est que la majorité des gens, même à l'intérieur du bataillon Azov, ne réalisent pas la signification nazie des symboles qu'ils portent. Ils ne connaissent pas l'histoire de Stepan Bandera [1909-1959] ; ils le voient comme quelqu'un qui a combattu pour la liberté de l'Ukraine. Mais certains sont très conscients de ce passé nazi et sont des fascistes, notamment à la tête de certains partis de droite et du bataillon Azov. C'est pourquoi je suis très préoccupée par la menace qu'ils représentent.

Ce serait donc une erreur d'écarter la menace de la droite. Les partis de droite extrême sont une force petite mais significative, tout comme le bataillon Azov, même s'il ne représente qu'une petite partie de l'ensemble de l'armée. Azov est assez fort. Il organise des camps d'été pour recruter des gens dans ses rangs. Et il peut obtenir du soutien car ses forces sont saluées comme des héroïnes de la guerre pour la défense de Marioupol.

Ces forces de droite représentent une menace pour l'avenir d'une Ukraine multiethnique. Elles ont poussé à l'adoption de lois linguistiques terribles qui discriminent les russophones. Non seulement ces lois sont mauvaises, mais elles alimenteront le discours des séparatistes russes.

Bien sûr, l'Ukraine doit se décoloniser et se dérussifier. Le russe reste la langue principale dans la plupart des cas. Et, pour être clair, les russophones ne sont pas en général opprimés. Mais les Ukrainiens le sont. Par exemple, quand j'allais à l'école, j'étais malmenée parce que je parlais ukrainien. Mais la solution n'est pas d'imiter le colonisateur dans le processus de décolonisation et de réprimer le russe et les russophones. Il doit y avoir des droits linguistiques égaux, et non de nouvelles formes de discrimination. Ce sera une question urgente dans le processus de reconstruction du pays.

Je suis pour la victoire de l'Ukraine qui rétablira ses frontières et mettra fin à l'occupation russe. Mais cela ne peut déboucher que sur un processus de réconciliation du conflit culturel que les oligarques

et leurs politiciens ont fabriqué et armé. Ce sera un défi, car l'invasion de la Russie a suscité un degré sain de nationalisme ukrainien, surtout lorsque le prétexte de Poutine pour la guerre était que votre pays n'était même pas un pays. Nous devons éviter que cela ne se transforme en xénophobie et en ethno-nationalisme.

Nous devons surmonter le désir de fouiller dans l'histoire et de remettre à neuf des symboles anciens et problématiques dans le but de prouver que nous sommes une nation. Au lieu de cela, nous devons saisir l'opportunité historique de reconstruire l'Ukraine en tant que pays multiethnique et multireligieux dans lequel toutes les minorités ont des droits égaux en termes de langue, d'éducation et de culture.

C'est la tâche de la gauche et des organisations de la classe ouvrière. Cela implique de contester le pouvoir des oligarques, de leurs politiciens et de la droite. La politique de solidarité doit triompher, sinon nous risquons de confirmer le mensonge obscène de Poutine selon lequel nous sommes une nation de bigots et de fascistes.

Cela soulève la question de savoir quelle sera l'issue de la guerre. Il semble que Poutine ait été contraint de renoncer à son objectif de changement de régime. Et qu'il tente désormais de dévaster la partie occidentale de l'Ukraine et de diviser le pays, en s'assurant le contrôle du Donbass. Quel impact cela aura-t-il sur l'Ukraine, la résistance et l'économie politique du pays ?

Si vous m'aviez posé cette question il y a seulement trois semaines, j'aurais dit que si Poutine acceptait de se retirer et de s'accrocher à ces soi-disant républiques, les Ukrainiens auraient pu l'accepter. Mais maintenant, après les horreurs de cette guerre, la destruction de Kharkiv et de Marioupol, les horreurs des faubourgs de Kyiv, et le nombre de vies perdues, de personnes brutalisées et déplacées, les Ukrainiens ne feront pas de compromis.

Le peuple ukrainien a tout essayé pour mettre fin à ce cauchemar. Nous avons essayé les pourparlers de paix dans le cadre du processus de Minsk. Nous nous sommes tenus à un cessez-le-feu, même sous le feu de l'ennemi, afin de priver Poutine de l'excuse pour lancer une guerre. Rien de tout cela n'a fonctionné. Le prétendu processus de paix a fini par ouvrir la voie à Poutine pour envahir le pays dans une attaque totalement non provoquée. Ils ont planifié cela pendant des années, en utilisant le chantage, en mentant sur les événements et en envoyant des milliers d'agents dormants pour infiltrer le pays, identifier les cibles et leur envoyer des signaux radio.

Maintenant, nous avons des milliers de morts, des millions de personnes déplacées, et des centaines de millions de dollars d'infrastructures détruites. Après tout cela, rares sont ceux qui acceptent de céder des parties entières du pays aux envahisseurs. Les Ukrainiens comprennent que si nous ne gagnons pas cette guerre, il n'y aura pas d'Ukraine. Si des parties du pays sont occupées, il y aura une insurrection contre les forces russes qui prépareront une autre guerre. Il n'y aura pas de paix.

Poutine ne reconnaît pas le droit de l'Ukraine à exister indépendamment et nous devons donc riposter. Nous n'accepterons pas la partition du pays en quelque chose comme la Corée du Nord et la Corée du Sud. Cela signifie un long combat, mais les gens le mèneront à bien.

Il y a beaucoup de choses en suspens en ce moment. L'issue dépend de notre capacité à obtenir des armes pour nous défendre et reconquérir notre pays, de notre capacité à nous en tenir à nos exigences dans ces soi-disant négociations, et du

possible effondrement du régime russe. Mais nous ne nous contenterons de rien de moins que la réunification et l'indépendance de l'Ukraine.

Il y a un débat important au sein de la gauche internationale sur la position à adopter face à la guerre et sur les revendications à formuler. Que pensez-vous que nous devrions faire ?

Encore une fois, la gauche internationale doit chausser ses lunettes décoloniales pour penser à l'Ukraine. Nous combattons la Russie, notre oppresseur impérial historique. Nous avons été dominés et colonisés politiquement, économiquement, culturellement et linguistiquement pendant très longtemps.

Je pense que certaines personnes ont encore la vision voilée par une opposition unidimensionnelle au seul impérialisme américain. Mais les États-Unis ne sont pas l'agresseur la situation actuelle. C'est la Russie. Bien sûr, l'OTAN est un facteur, mais pas le facteur déterminant. L'OTAN devrait-elle exister ? Bien sûr que non. Elle aurait dû être dissoute il y a longtemps. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Concentrons-nous sur la question centrale : l'impérialisme russe et la lutte pour la libération de l'Ukraine. Depuis des années, Poutine a clairement indiqué qu'il ne reconnaissait pas l'Ukraine comme une entité distincte, affirmant dans sa récente déclaration que le pays avait été créé par les bolcheviks. Il veut reconquérir l'Ukraine, la soumettre à la domination russe, et poursuit cet objectif militairement depuis 2014, en procédant à une partition violente, fabriquée et totalement illégale du pays.

La gauche internationale doit être solidaire de l'Ukraine en tant que nation opprimée et de notre lutte pour l'autodétermination. Cela inclut notre droit d'assurer des armes pour nos combattants et volontaires afin de gagner notre liberté.

Mais la gauche ne doit pas soutenir les appels à la fermeture du ciel, essentiellement une revendication de zone d'exclusion aérienne imposée par l'OTAN. Cela signifierait une guerre aérienne entre les chasseurs états-uniens et européens et les chasseurs russes, avec le risque d'une guerre plus large entre les puissances nucléaires. Il suffit de voir les conséquences des interventions américaines dans d'autres régions du monde, comme l'Irak et l'Afghanistan. Les chasseurs états-uniens et de l'OTAN ne se soucieraient pas des dégâts que leur guerre aérienne causerait en Ukraine. Ils nous ordonneraient d'évacuer les villes afin qu'ils puissent conduire un assaut militaire de grande envergure contre les forces russes, en poursuivant le démantèlement de notre pays et en tuant inévitablement davantage d'Ukrainiens dans le processus.

Par la suite, nous aurons besoin d'une sorte de force de maintien de la paix, peut-être des Casques bleus de l'ONU. Mais c'est difficile, car l'ONU est une organisation fondamentalement antidémocratique dont les puissances dominantes, y compris la Russie au Conseil de sécurité, peuvent mettre leur veto à une telle force. Mais nous aurons besoin de forces internationales soumises à une certaine forme de contrôle pour éviter de nouveaux conflits. Une nouvelle architecture de sécurité internationale devrait être mise en place, avec une suspension automatique des agresseurs, sans droite de veto, sans membres permanents du Conseil de sécurité, avec de véritables garanties mutuelles afin d'éviter toute souffrance future dans un monde démilitarisé.

11 AVRIL 2022

Publié sur le site *Spectre Journal*. L'entretien a été conduit par Ashley Smith. Traduction *À l'Encontre*

QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS DE L'UKRAINE

FRANCISCO PALLARÉS ARAN[1]

Il est paradoxal que certains groupes «à gauche» [...] reprennent de manière biaisée quasiment l'argumentaire néostalinien de Poutine : on renvoie dos à dos Poutine et l'OTAN, dans une interprétation mensongère datant d'avant la chute du mur de Berlin, dans une nostalgique grille de lecture à la Thorez, à la Carrillo ou à la Marchais. Pire, il faudrait «privilégier la diplomatie et le dialogue», il ne faudrait surtout pas livrer d'armes aux Ukrainiens ! (entendu d'une élue de Podemos).

Certains nous rejouent à contre-pied la comédie sinistre de la non-intervention pendant la guerre d'Espagne ! On a l'impression de revivre chez certains le soutien de Georges Marchais depuis Moscou à l'invasion de l'Afghanistan ! Et ce, derrière de nouveaux despotes corrompus «de gauche» comme Daniel Ortega au Nicaragua, Nicolás Maduro au Venezuela ou Miguel Díaz Canel à Cuba. Au nom d'un anti-impérialisme de pacotille. De fait au nom d'une imposture

Lors de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, le 17 septembre 1939 (peu après l'entrée des troupes nazies, conformément à la signature du Pacte Hitler-Staline), Dolores Ibárruri (la «Pasionaria») signait un texte mémorable[2] dans lequel elle justifiait la «disparition» de la Pologne au nom... de la défense des minorités ukrainiennes persécutées par «une nation polonaise inexistante» (!). Fallait-il soutenir l'agression de la Finlande par Staline, lors de la «guerre d'hiver» (30 novembre 1939) ? Le peuple finlandais n'avait-il pas le droit de se défendre ? (Ce qu'il fit d'ailleurs, héroïquement).

En mai 1937, à Barcelone, les anarchistes, le POUM et les trotskistes étaient calomniés, persécutés, traités de «fascistes», assassinés. Un mois avant, en avril de la même année, le PSUC (instrument du Komintern stalinisé et du GPU) préparait sa provocation (voir les mémoires du dirigeant communiste Del Caso) : il fallait laisser courir le bruit que les «incontrôlés»

1. Francisco Pallarés Aran est professeur d'espagnol. Membre de la rédaction des *Cahiers du CTDEE* (Centre toulousain de documentation sur l'exil espagnol), il a traduit deux articles de la «Pasionaria», Dolores Ibárruri. Il précise à ce propos : «L'article de la Pasionaria, dans son style d'un lyrisme amphigourique et irremplaçable, s'en prend très, très longuement (à juste titre d'ailleurs) à la politique de «non-intervention» et à Léon Blum… mais pour mieux «justifier» la canaillerie de l'écrasement de la Pologne (tout en éludant le pacte germano-soviétique…). Curieusement sa réécriture de l'histoire de la révolution espagnole reprend la version d'une «République populaire» de nouveau type, d'une «guerre d'indépendance» et des «collectivisations volontaires», contrôlées par un État «garant tout de même de la propriété privée». À l'époque, il s'agissait d'affirmer que la Pologne était un État créé artificiellement (opprimant des milliers d'Ukrainiens, de Biélorusses et de Juifs) à la suite du traité de Versailles. Ce qui est frappant c'est que Poutine reprend texto, à l'heure actuelle, le même «argumentaire» pour l'Ukraine ; les opprimés étant cette fois les Russes du Donbass… Son passage au KGB lui a visiblement laissé une empreinte indélébile. L'éditorial non signé est visiblement inspiré par la diplomatie de Staline : l'URSS n'a pas agressé la Finlande pendant «la guerre d'hiver», elle «a seulement mené une opération préventive» – sic. On y retrouve l'écho d'une recherche précédente d'alliances auprès de la France et de la Grande-Bretagne dans la crainte d'une attaque de l'URSS (parenthèse, Léon Trotsky sera assassiné un mois après). Nous sommes encore pendant la «drôle de guerre» et nul ne peut prévoir l'effondrement de l'armée française. À l'heure où paradoxalement la guerre de Poutine semble avoir pour conséquence… d'inciter la Finlande et la Suède à se rapprocher de l'OTAN (!), les guerres passées sont à méditer. Il est à souhaiter que le train ne déraille pas comme en 1914 ou 1939…»

2. Les lectrices et lecteurs peuvent prendre connaissance de la traduction de ces textes publiés à Mexico en cliquant sur le PDF ici.

préparaient un putsch, qu'ils allaient déplacer du front d'Aragón des unités armées… De fait, ils accuseraient leurs ennemis de ce que, eux-mêmes, étaient en train de faire et allaient faire. Vieille méthode. Comme le disait Pavel Soudoplatov (grand ordonnateur – avec Léonid Eitingon – des assassinats décidés par Staline et Béria) :

> L'Espagne fut en quelque sorte le «jardin d'enfants» où ont pris forme toutes les opérations d'espionnage futures. Les initiatives que nous avons prises par la suite dans le domaine des renseignements ont toutes eu pour origine les contacts que nous avions établis en Espagne. Et les leçons que nous avons tirées de la guerre civile espagnole. La révolution espagnole a échoué, mais les hommes et les femmes engagés par Staline dans la bataille ont gagné.

La méthode du bourreau accusant la victime de ses propres crimes est connue. Pour le bombardement de Guernica, le Vatican et les franquistes, ont désigné immédiatement les «coupables» : c'étaient les «rouges» et les «gudaris» basques qui avaient incendié la ville, malgré le témoignage d'un prêtre Alberto Onaindia auprès du Saint-Siège. Lors du Procès de Nuremberg tout le monde a fait semblant de gober le massacre de Katyn imputé aux nazis, etc., etc.

Vladimir Poutine qui a été biberonné au KGB, poursuit simplement ce qu'il a toujours appris en tirant à présent les ficelles du FSB : calomnier, mentir, assassiner.

Que l'OTAN ait cherché depuis des années à pénétrer à l'est, dans la zone anciennement dépendante de l'URSS, évidemment. Que la NSA et la CIA jouent leur rôle au compte de la politique des États-Unis, c'est indiscutable – le FSB, à ce jeu-là n'est d'ailleurs pas en reste. Mais cela ne peut nullement servir d'alibi à l'agression armée de Poutine. Nous assistons, une fois de plus, à la vieille recette chauvine qui consiste à essayer de réaliser l'union sacrée derrière un caudillo en s'engageant dans une aventure militaire extérieure. À n'en pas douter le peuple russe se bat lui aussi contre cette guerre ignoble. Malgré la répression de plus en plus violente au sein de la Fédération de Russie (emprisonnements, tortures, liquidations d'opposants, interdiction d'associations mémorielles dénonçant les goulags staliniens, persécution des homosexuels, poids de plus en plus pesant de l'Église orthodoxe, etc.), nombre de citoyens et citoyennes résistent malgré les matraques et les geôles. Les sacs plastiques qui rapatrient les cadavres des appelés russes vont d'autant plus peser dans la balance que nombre de familles russes ont des amis, des conjoints, des parents ukrainiens. Les précédents du Vietnam et de l'Afghanistan ne présagent rien de bon pour Monsieur Poutine.

La question que doit se poser tout militant, c'est pourquoi, non pas des milliers, mais bien des millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes fuient l'arrivée des troupes russes ? Pourquoi ces troupes russes ne sont-elles pas reçues en libératrices ? Pourquoi la masse de la population est attirée par le mode de vie de l'ouest de l'Europe (certainement idéalisée). Pourquoi l'ensemble du peuple fait-il corps derrière son président ?

Et si l'on en revient à des exemples passés. Le régime du Négus Aïlé Sélassié en 1935 était certainement despotique et médiéval. Fallait-il pour autant soutenir l'agression de l'Éthiopie par l'Italie fasciste de Mussolini en 1935 (accompagnée de massacres, de viols, de bombardements à l'ypérite, etc.) ?

Le régime du Dalaï-Lama était certainement fort éloigné d'une «démocratie», fallait-il pour autant que l'Armée chinoise envahisse le Tibet et écrase son peuple ? L'écrasement des ouvriers de Berlin en juin 1953 était-il justifié ? Celui des ouvriers de Budapest en 1956 ? Celui de Prague en 1968 ?

Toujours au nom, évidemment, du combat contre le fascisme, l'impérialisme yankee et contre l'OTAN…

Alors que viennent faire ces amalgames avec les nazis, les fascistes, l'armée Vlassov ou les bandes de Stepan Bandera (même s'il n'existe pas de nationalismes «purs» ni «démocratiques»). Que vient faire l'utilisation du croquemitaine de l'OTAN ?

On a été surpris (moi, en tout cas, comme d'autres) par cette agression de l'armée de Poutine. Mais si l'on suit les analyses que faisait déjà Zbigniew Brzezinski en 1997 – assurément un politicien particulièrement réactionnaire, mais il avait déjà anticipé l'entrée dans l'OTAN [préalable absolu à l'intégration à l'UE] des anciens satellites de l'URSS : Pays baltes, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, etc. –, on devine que l'opération de Poutine est certainement une sorte de fuite en avant pour restaurer une forme d'empire qui lui échappe. Il paraît que Poutine aurait dit : «Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, mais celui qui souhaite sa restauration n'a pas de tête.»

Ce qui s'est certainement passé. Plusieurs évènements ont rythmé la dernière période : l'avancée de l'OTAN dans le pourtour de l'ex-URSS (Pays baltes, Tchéquie, Pologne, etc.) ; la création du Kosovo, la guerre dans l'ex-Yougoslavie ont été «réglées» par les États-Unis. Le mandat de l'ONU a été dépassé lors de l'intervention en Libye, effectuée par les Français et les Britanniques. En Syrie, dans le cadre des concurrences interimpérialistes, la Russie a réussi à soutenir à bout de bras le régime assassin de Bachar el-Assad. Après la deuxième guerre de Tchétchénie et la guerre en Géorgie (déclenchée stupidement par les nationalistes géorgiens), Poutine a réussi à s'entourer dans nombre de républiques anciennement dépendantes de l'URSS de despotes sanguinaires (Bélarus, Tchétchénie, Kazakhstan, etc.).

On comprend que la masse du peuple ukrainien ne veuille absolument pas de ces modèles-là ou du régime imposé depuis 22 ans par Poutine en Russie. Un véritable repoussoir pour tout individu sensé.

Il est probable que la diplomatie russe ait pensé que le jeune président ukrainien Volodymyr Zelenski allait s'enfuir à l'étranger. Cela ne s'est absolument pas passé ainsi. Ce qui signifie qu'il sent qu'il a l'appui de sa population et «tient» avec courage face à la violence et aux mensonges. L'autre élément qui n'était certainement pas prévu, c'est que depuis le début de la guerre des séparatistes dans le Donbass, depuis 2015, l'armée ukrainienne s'est réorganisée et a certainement été réarmée et pourvue de conseillers militaires de l'OTAN. Comme le disait Talleyrand, «ne prenez jamais vos adversaires pour plus stupides qu'ils ne sont». Or l'état-major russe le savait. Comme une réunion de l'OTAN était prévue en juin à Madrid (qui risquait peut-être d'entériner le processus l'entrée dans l'OTAN et dans l'UE de l'Ukraine), Poutine a probablement pris les devants dans la dernière «fenêtre» qui s'ouvrait à lui dans ses ambitions (ou ses illusions ?) de renaissance impérialiste.

L'autre élément qui a certainement surpris, c'est une sorte de «cristallisation» d'un nationalisme ukrainien qui semblait jusqu'ici improbable. Paradoxalement, il semble que c'est l'agression russe qui l'a soudainement «réveillé», tout comme l'invasion napoléonienne de 1808 en Espagne avait provoqué la révolte populaire contre l'envahisseur.

Enfin, l'autre paradoxe c'est le renforcement de l'OTAN. Il ne faut pas oublier en outre, que depuis 1945 les frontières ont «glissé» de 300 à 500 kilomètres vers l'ouest : comment se sont faits les transferts de populations ? Pourquoi Khrouchtchev a-t-il cédé la Crimée, alors qu'il avait une politique plutôt

«grand russe» même s'il était ukrainien? À l'est, une partie de l'Ukraine est passée à la Russie; à l'ouest une fraction de l'ancienne Pologne a été dévolue à l'actuelle Ukraine – région de Lviv/Lwow/Lemberg. On nous parle de la langue... peut-être. Mais comme le remarquaient Miroslav Hroch (*Social preconditions of national revival in Europe,* Cambridge University Press, 1985) ou Benedict Anderson (*L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme,* La Découverte, 1996), nous n'avons souvent considéré la naissance des nationalismes et du mythe national que dans leur vision «romantique» du 19e siècle. Or, dès la fin du 18e siècle et à l'aube du 19e, les colonies d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud se scindaient de la métropole et se constituaient en États-nation, alors qu'elles partageaient la même langue – anglais ou espagnol et portugais – la même religion (protestantisme ou catholicisme) et la même culture... La renaissance du nationalisme ukrainien mériterait sans doute une analyse plus approfondie...

En conclusion, l'armée de Poutine doit partir!

Dehors les troupes russes d'Ukraine!

Indépendance inconditionnelle de l'Ukraine!

Pour la liberté des peuples d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie!

12 AVRIL 2022

Source: *http://alencontre.org/europe/espagne/debat-quelques-reflexions-a-propos-de-lukraine.html*

BOÎTE ALERTES

Oh, notre pauvre, pauvre village brûle,
Des mauvais vents en colère
Déchirent, cassent et attisent
Plus fort encore les flammes sauvages
Tout alentour brûle déjà !
Et vous restez là et regardez ainsi
Sans rien faire,
Et vous restez là et regardez ainsi
Notre shtetl brûle !
Il brûle, frères, il brûle !
Oh, notre pauvre, pauvre village brûle,
Les flammes ont déjà
Avalé tout le village
Et les mauvais vent ronflent
Notre shtetl brûle !
Et vous restez là et regardez ainsi…
Il brûle, frères, il brûle !
Il peut – Dieu nous en garde – arriver, le moment
Où notre ville et nous tous avec
Serons partis en cendres dans les flammes
Il ne resterait – comme après un massacre
Que des murs nus et noircis.
Et vous restez là et regardez ainsi…
Il brûle, frères, il brûle !
Le sauvetage ne dépend que de vous !
Si le village vous est cher
Équipez-vous, éteignez le feu,
Éteignez-le de votre propre sang
Montrez que vous en êtes capables.
Ne restez pas là, frères,
Sans rien faire,
Ne traînez pas, frères, éteignez le feu –
Notre shtetl brûle !

MORDECHAI GEBIRTIG
Poème écrit en yiddish en 1938 après le pogrom de Przytyk (Pologne) le 9 mars 1938

Valeria Troubina, *Juste avant le début du cauchemar,* février 2022.
The Crow Letter, https://crownproject

Fresque murale près du Centre Pompidou, à Paris.
Œuvre de Nikita Kravtsov.
Photo : streetartutopia.com

RUSSIE

LES RÉDACTEURS DU MAGAZINE ÉTUDIANT « DOXA » CONDAMNÉS À DEUX ANS DE TRAVAIL FORCÉ

Le 12 avril dernier, le tribunal de district Dorogomilovo de Moscou a condamné quatre membres du comité de rédaction de *Doxa* à deux ans de travail «correctif» et leur a interdit d'«administrer des sites web». Le prétexte : une vidéo condamnant la persécution des étudiant·es qui avaient soutenu l'opposant Alexey Navalny. Les quatre de *Doxa* ont passé une année particulière : il leur était interdit de quitter leur appartement plus de deux heures par jour et d'utiliser Internet. *Meduza* s'est entretenu avec Alla Gutnikova, la rédactrice en chef de *Doxa,* pour savoir à quoi ressemblait la vie sous le coup de cette interdiction.

Vous avez été condamnés à deux ans de travaux forcés. La question importante est de savoir s'ils vont vous infliger une probation ou une vraie peine de prison. Pour une affaire «politique», c'est quelque chose de nouveau. Qu'en pensez-vous, pourquoi cette peine?

Le travail forcé est une expression si confuse. Il me semble qu'ils ne savaient pas trop quoi faire de nous, car il n'y a aucune preuve. Et ils ne peuvent pas nous libérer parce que nous vivons en Russie – ils n'acquittent pas les gens ici. D'après ce que j'ai compris, la punition est une amende à payer en plusieurs versements. Si vous avez un emploi, vous pouvez travailler et verser 20 % de votre salaire au Trésor public. Si vous êtes au chômage, ils vous trouveront du travail, apparemment, ils vous placeront dans une institution de l'État fédéral.

Ils ne nous ont rien expliqué, pas même comment ils allaient compter le temps passé en résidence surveillée. Le juge a juste dit que ce serait deux ans, et que la sentence elle-même était très longue et qu'ils auraient besoin d'attendre vendredi pour l'imprimer. Apparemment, ils sont à court de papier, et c'est peut-être à cause de notre dossier, qui compte 212 volumes. Il comprend les protocoles de détention administrative et les transcriptions des interrogatoires de tous les adolescents qui ont été arrêtés lors des manifestations de janvier de l'année dernière. Presque rien de tout cela n'a de rapport avec nous ou ne prouve notre culpabilité, mais ils ont décidé de joindre ces documents quand même. De plus, aucune d'entre elles [les personnes détenues en janvier 2021] ne connaît *Doxa,* aucune n'a vu la vidéo. Beaucoup ont été arrêtées sans raison, simplement parce que, selon leurs propres termes, elles se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment. Par exemple, elles faisaient des courses, allaient à un rendez-vous ou étaient simplement curieuses de voir comment se déroulait la manifestation.

Quels motifs le tribunal avait-il finalement pour rendre un verdict de culpabilité, étant donné que l'affaire s'est effondrée?

Aucun motif, mais ils n'en avaient pas besoin. Le tribunal a eu un argument très étrange : «Bien sûr,

aucun mineur ne vous a jamais vus, n'a su ce qu'est *Doxa* ou n'a regardé votre vidéo, mais ils ont Internet et utilisent "l'hébergeur de vidéos YouTube", donc ils auraient pu la voir. De plus, tout cela s'est passé il y a un an. Peut-être qu'ils se sont "honnêtement trompés". Peut-être qu'ils ont vraiment vu la vidéo et ont oublié.» Nous avions l'experte en linguistique Irina Levontina de notre côté. Ils ont dit que ses qualifications n'étaient pas suffisantes et que son expertise n'était qu'une opinion privée. C'était suffisant pour nous condamner.

Prévoyez-vous de faire appel ?

Oui, bien sûr, c'est une affaire politique et une sentence absurde. C'était un coup monté, et pas très bien d'ailleurs. Ils auraient pu fabriquer quelque chose de plus intéressant, mais ça s'est littéralement écroulé en morceaux.

Vous avez été placés sous une « interdiction de certaines activités », ce qui est pratiquement identique à une assignation à résidence. Comment cela a-t-il affecté le procès ?

Nous avons été sous le coup d'une interdiction de certaines activités pendant un an[1]. Je pense qu'il est exact de qualifier ces mesures préventives d'« assignation à résidence », car c'était le cas *de facto.* L'interdiction de certaines activités suppose que vous continuerez à vivre votre vie normale, mais que vous serez juste interdit de faire certaines choses insignifiantes. Or, dans notre cas, il nous était interdit, par exemple, de sortir de chez nous, à l'exception d'une promenade matinale de deux heures ; d'envoyer du courrier et d'utiliser « le réseau d'information et de communication Internet », comme ils l'appellent. S'ils nous avaient donné une punition différente, moins sévère, bien sûr, cette année n'aurait pas été aussi difficile. J'ai l'impression que la punition [consistait] en une procédure elle-même, un incroyable barrage de procédures judiciaires. Mon avocat, Dmitry Zakhvatov, a dit qu'il n'avait jamais rien vu de tel dans sa vie. Ils nous ont interrogés trente ou quarante fois. Nous avons immédiatement invoqué le 51e [article de la Constitution russe, analogue à l'invocation du 5e amendement aux États-Unis qui empêche qu'une personne soit jugée deux fois pour le même crime (double incrimination) et donne à celle-ci la possibilité de ne pas avoir à témoigner contre elle-même (auto-incrimination)]. En théorie, ils n'auraient pas dû exiger davantage de nous. Chaque partie de la procédure judiciaire était absurdement volumineuse, c'était comme les *Voyages de Gulliver.* […] Notre affaire ne valait pas un clou, et s'ils avaient vraiment essayé, ils auraient pu tout terminer en deux mois, mais ils ont décidé de nous garder à la maison comme punition pendant deux ans. Lorsque j'étais en résidence surveillée, j'ai décidé de vivre ma vie aussi pleinement que possible et de maintenir le niveau d'activités que j'avais auparavant. Avant,

1. L'interdiction a pris effet le 14 avril 2021 et a été levée le 12 avril 2022.

j'étudiais, j'enseignais les humanités aux enfants, je travaillais comme nounou, mannequin et actrice, je publiais *Doxa,* je faisais de la littérature et je militais, je faisais aussi du théâtre documentaire au laboratoire de théâtre documentaire pour étudiants de Teatra. doc.

Le dernier jour avant l'interdiction [14 avril 2021] est un bon exemple de la vie que j'avais avant. Ce matin-là, j'ai retrouvé un ami, nous avons fait un shooting, puis j'ai travaillé sur ma thèse à la bibliothèque, puis je suis allée au bureau de *Doxa* pour une réunion de travail. Je n'avais vu aucun d'entre eux depuis longtemps, ils me manquaient et j'avais envie de les embrasser tous. Après cela, mon mari actuel, à l'époque, il n'était que mon amoureux, mon amie proche et moi avons travaillé et écouté une chanson intitulée «I'm so in love with everything and I can't sleep».

Être amoureuse nous prend beaucoup de temps, et danechka (qui demande que son nom soit écrit en minuscules) et moi, nous lisions mutuellement nos journaux intimes. C'était une journée chargée, intéressante et joyeuse dans la vie d'une jeune étudiante en sciences humaines. Le lendemain, à 6 heures du matin, tout s'est terminé et, l'année suivante, ma vie n'a été qu'un semblant effacé [de mon ancienne vie] pendant laquelle j'ai essayé de ne pas oublier qui j'étais et à quoi tout ce je faisais servait.

J'ai consacré beaucoup d'efforts à essayer de maintenir quelque chose de mon «ancienne» vie. J'ai joué dans un long métrage et je me suis rasé la tête directement à l'écran. Nous avons terminé notre pièce et j'ai participé à la lecture à distance, grâce à une vidéo que j'avais enregistrée à l'avance. Des photographes venaient – ils ont pris pas mal de photos de moi. Cinquante clichés ont été pris au cours de mon arrestation. Après les interrogatoires, j'ai réussi à me faire prendre en photo sur le terrain de jeu situé à côté du bâtiment du comité d'enquête, où se trouve également un beau parc à proximité. J'ai continué à écrire : quelques-uns de mes recueils, un grand texte d'autofiction intitulé *Le chant du cygne* de Shira Shirim, et plusieurs textes sur F-pismo et Gryoza.

J'ai essayé de lire et de travailler. À un moment donné, j'ai recommencé à éditer des articles pour *Doxa,* mais j'ai dû le faire de manière plus compliquée en raison de toutes les interdictions [note : le 4 mars 2021, Alla Gutnikova, Natalia Tyshkevich, Armen Aramyan et Vladimir Metelkin ont cessé de travailler pour *Doxa*]. Je voulais continuer à faire le travail qui m'intéressait.

Dans l'isolement, malgré le soutien colossal que nous recevions de nos proches, de nos connaissances et même d'inconnus, il était très difficile de maintenir une bonne santé mentale. Les militants de l'Open Space m'ont aidé à trouver un psychologue gratuit, et cela m'a sauvé, mais vous ressentez toujours une énorme perte. Votre vie entière est détruite, vous êtes coupé de tout, et vous ne pouvez rien faire. C'est difficile à supporter. J'ai eu des moments très difficiles, mais heureusement, j'ai pu m'en sortir.

Comment vous sentez-vous maintenant que votre interdiction a été levée?

Je suis vraiment heureuse qu'ils ne m'aient pas condamnée à une vraie peine de prison et que les mesures aient été levées, mais l'heure n'est pas à la réjouissance. Comme dans le *Requiem* d'[Anna] Akhmatova, c'est le moment où «seuls les morts peuvent sourire, heureux dans leur paix». Dieu merci, ils ne nous ont pas envoyés en prison, mais ce n'est pas comme si je pouvais être insouciante et faire toutes les choses qui me manquaient. Je ne peux pas m'imaginer aller au cinéma, à une fête ou

dans un bar en ce moment. Ce n'est pas le moment de se réjouir, au contraire, c'est le moment de faire son deuil.

Ce n'était pas la première fois où les autorités font pression sur Doxa. *Aviez-vous imaginé que poster une vidéo pouvait entraîner ce genre de conséquences ?*

Les autres affaires concernaient l'université. Après qu'ils aient ouvert le dossier contre nous, ils nous ont dit, vous savez, le RKN (Roskomnadzor, l'agence de censure russe) a bloqué vos documents en ligne, n'avez-vous vraiment pas vu cela comme un signe ? Nous avons mis la vidéo en ligne le 22 janvier, et la notification est arrivée le 26. Nous avons alors supprimé la vidéo. L'affaire n'a été ouverte que le 14 avril. Nous avions plusieurs mois pour partir, mais il ne m'est pas venu à l'esprit, ni à aucun de mes collègues, que cela pouvait être quelque chose de sérieux. Je me suis toujours considérée comme une petite personne – pas dans le sens où je ne compte pas, mais dans le sens où personne n'a besoin de moi. On pourrait penser qu'il ne viendrait à l'idée de personne d'ouvrir une procédure pénale contre des étudiants pour une vidéo qui dure deux minutes et 37 secondes. Une vidéo qui dit que les gens devraient défendre leurs droits constitutionnels. Avant de publier la vidéo, nous avons montré la transcription à nos avocats, et ils ont dit que tout allait bien. L'évaluation de Levontina l'a confirmé. C'est une petite vidéo très mignonne sur la protection de vos droits, il n'y avait rien d'agressif ou de dangereux.

Rien ne laissait présager des problèmes à venir. Lorsque la police est venue perquisitionner et que je suis allé ouvrir la porte tout ensommeillée, mon ami m'a dit : « Fais attention, ça pourrait être un policier du district. » C'était le plus grand danger que nous pouvions imaginer.

Vous avez pris un congé académique à la Higher School of Economics. Avez-vous l'intention d'y retourner pour terminer vos études ? Qu'en pensez-vous ? Y a-t-il un risque qu'ils vous posent des problèmes ?

J'ai dû prendre une année sabbatique à cause de l'assignation à résidence et de l'affaire pénale. Je n'ai tout simplement pas pu passer les examens d'État et [défendre] ma thèse parce que ces choses étaient en ligne. Je ne pouvais pas non plus me rendre physiquement à l'université. C'était très difficile d'étudier, car la bibliothèque était fermée à l'heure de ma promenade matinale et je n'ai pas le droit d'utiliser internet. Mais j'ai essayé de travailler sur mon diplôme, de lire un peu et d'étudier. Je ne vois pas pourquoi je ne pourrai pas terminer mon diplôme. Ma peine ne m'interdit pas de finir l'université et de passer les examens. Jusqu'à présent, l'école supérieure a dit qu'elle ferait tout ce qu'elle peut pour me permettre de terminer.

Ils vous ont interdit d'être administratrice de site web, envisagez-vous de reprendre votre travail avec Doxa *? Si oui, quel sera votre rôle ? Que voulez-vous faire maintenant ?*

Personne n'a expliqué ce que signifie «administrer un site web». Je suis une rédactrice, je travaille avec des mots, avec du texte. Je n'«administre» rien du tout. J'ai l'intention de faire le même travail qu'avant : science, littérature, édition, militantisme, éducation. Je veux retourner à mes activités, à mon travail. Je veux terminer mon diplôme et aller de l'avant dans mes études. Ma vie bien remplie et pleine de sens me manque vraiment. Je veux continuer à la vivre, mais pas dans le sens de «vivre ma petite vie privée». Je ne pense pas que ce soit la bonne position à adopter. Tu me demandes si je compte faire profil bas et garder la tête basse comme une petite souris ? Si je vais mettre ma langue dans mon cul ? Non, je n'ai pas l'intention de faire ça. Je ne veux pas et je ne suis pas prêt à trahir mes opinions, mes convictions, mes valeurs. Si je décide de trahir tout ce en quoi je crois, je ne sais pas pour quoi je suis censée vivre.

Doxa *fait le point sur les problèmes de l'éducation et des universités modernes. Quels sont les défis auxquels les étudiants sont confrontés depuis le début de la guerre ? Comment l'éducation russe évolue-t-elle ?*

Je ne sais pas comment en parler sans avoir l'air d'une folle. Lorsque nous avons enregistré notre vidéo il y a un an, les étudiants subissaient des pressions pour ne pas exprimer leurs opinions, ils étaient menacés d'expulsion ou d'autres conséquences au sein des universités. Aujourd'hui, c'est probablement encore pire. Je ne pense pas que quelque chose de bon va arriver au système éducatif russe de sitôt, et c'est très douloureux. Des professeurs politiquement actifs sont licenciés sous divers prétextes, certaines des meilleures institutions s'effondrent, se dissolvent ou font l'objet de poursuites pénales, et leurs employés sont contraints de quitter [le pays]. Notre vidéo mentionnait que les menaces contre la liberté d'expression des gens ne peuvent que conduire à l'effondrement de la science en Russie, de nos institutions les plus importantes, que notre génération devra reconstruire. Un an plus tard, c'est encore plus vrai. Il est très douloureux de voir ce qui se passe avec Shaninka (l'école des sciences sociales et économiques de Moscou), l'école supérieure d'économie et de nombreuses autres universités. La science a toujours cherché la vérité. Le fait que le département des arts libéraux (à l'Académie présidentielle russe de l'économie nationale et de l'administration publique) soit rebaptisé «licence générale» est symptomatique de quelque chose de plus important, c'est très révélateur. Pour la science, la culture et l'éducation, la liberté d'expression et de pensée est importante ; elle permet aux gens de faire des recherches en toute tranquillité. Nous n'avions pas beaucoup de ces choses avant, et maintenant il semble que tout va s'effondrer. Même l'endroit que j'aimais vraiment, profondément, l'école de culturologie de la Higher School of Economics, est presque entièrement détruite. Cela fait vraiment mal.

Que ressent-on lorsque des philosophes internationaux comme Slavoj Žižek prennent la parole pour vous soutenir ?

C'est une drôle de sensation quand vous lisez des philosophes à l'université et qu'ils signent une lettre en votre faveur et enregistrent un clip vidéo que vous regardez plus tard au tribunal de district de Dorogomilovo avec un juge et un procureur. Tout ce processus a été très drôle – cela ressemble à un spectacle de clowns, à un tas d'absurdités, car plus rien ne peut me surprendre. Je n'ai pas eu de contact direct avec eux, mais j'espère que ma carrière se poursuivra et que j'aurai l'occasion de leur parler d'une manière plus substantielle, non pas de l'affaire pénale, mais de science et de philosophie.

Dans des interviews précédentes, vous avez dit que beaucoup de gens vous voyaient comme une petite fille délicate et sans défense. Avez-vous réussi à transformer cette image?

Nous vivons dans un pays assez patriarcal. J'ai une apparence féminine et, qui plus est, j'agis souvent de manière assez féminine. D'une certaine manière, je pense que cela me protège, car cela signifie que les forces de l'ordre, les enquêteurs et le service pénitentiaire fédéral ne me prennent pas au sérieux. Mais comme il ne s'agit que d'une représentation de l'image, cela n'a pas tellement d'importance. Mais je suis heureuse que dans certains espaces, autres que ceux où je dois communiquer avec les policiers, les enquêteurs, etc., je puisse exprimer ma sexualité et mes opinions en toute tranquillité et être qui je suis, sans me soucier de mon apparence ou des modèles de genre que je suis censée suivre.

18 AVRIL 2022

Publié par *Meduza*
Propos recueillis par Gleb Golod
Traduction Léonie Davidovitch

BÉLARUS

L'activité de la maison d'édition Medison suspendue par le ministère de l'Information

Le ministère de l'information a suspendu à partir du 15 avril les activités de la maison d'édition Medison pendant trois mois pour «violation du paragraphe 3 de l'article 28 de la loi "Sur l'édition"».
La maison d'édition n'aurait pas notifié dans les temps le changement des informations qu doivent être inscrites dans le registre national des éditeurs. Medison publie des auteurs biélorusses comme Andrus Gorvat, Stas Karpov, Olga Shparaga, Alesya Basharimova, Mikhail Baranovsky et d'autres. La maison d'édition a également publié le livre de Dmitry Lukashuk et Maxim Garunov, *Idée nationale biélorusse,* qui a été décrété «matériel extrémiste».

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*

Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud,* ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».